

Aventure

Agence Micro Projets

Les lauréats
des dotations 2017

Jeunesse
et microprojets

Des femmes
debout à Brazzaville

Du feu sans bois

Lancement du Portail Solidaire

...



Agence Micro Projets

Agence des Micro Projet

@agencemicroprojets

Accueil

Vidéos

Photos

À propos

Évènements

Communauté

Avis

Publications



J'aime, S'abonner, Enregistrer, ...

S'inscrire

Quelques publications de notre page Facebook où vous êtes plus de 100 000 à nous suivre !



A grid of 18 Facebook posts from the Agence des Micro Projets page. Each post includes a cover image, text, and engagement metrics (likes, comments, shares).

- Post 1:** "100 000 Merci !" - A group photo of the team holding signs.
- Post 2:** "production de biogas pour AFRIKA MANDELA RANCH" - A woman in a field.
- Post 3:** "Evaluations des interventions au Rwanda" - A large water wheel.
- Post 4:** "Centre d'information Jeunesse et Multimédia à Bujumbura" - A library.
- Post 5:** "A Madagascar, la participation implique 40% des enfants" - A group of children.
- Post 6:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A man speaking at a podium.
- Post 7:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.
- Post 8:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.
- Post 9:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.
- Post 10:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.
- Post 11:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.
- Post 12:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.
- Post 13:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.
- Post 14:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.
- Post 15:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.
- Post 16:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.
- Post 17:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.
- Post 18:** "Forum Coopération - 4 et 5 septembre 2017" - A group of people.

Directeur de la publication :
Sylvain Tesson

Rédactrice en chef :
Axelle Bibring-Pilliot

Avec la participation de :

Olivier Allard - Thierry Barbaut - Eléa Bardeau
Maurice Bardot - Alice Benquet - Axel Boyon
Patrick Edel - Clara Chépeau - Jean-Luc Chuzel
Gilles Courau - Raphaël Lurois - Marie Oulion
Gérard Renard - Françoise Renaud - Damien
Ricordeau - Kerstin Schönauer - Aurélie Seguin
Carine Sztark-Philippon - Mathilde Thiebault.

**Administration,
abonnement et publicité :**

La Guilde
7, rue Pasquier - 75008 Paris
Tél. 01 43 26 97 52

Abonnement :

4 numéros - 12 euros

Seuls les articles signés ès-qualité par les membres de La Guilde engagent l'association. Tous droits de reproduction réservés.

N°CPPAP : 0212 G 83995

N°ISSN : 1298-7182

Photo de couverture : Un père apprend la pêche à son fils (Gahini, Rwanda). © Th. Barbaut



Imprimerie :

FidesPrint
Siège social : G&A pmc
10, rue Chardin - 75016 Paris

 www.la-guilde.org

 [facebook.com/La Guilde Européenne du Raid](https://facebook.com/La_Guilde_Européenne_du_Raid)

 [twitter.com/Guilde du raid](https://twitter.com/Guilde_du_raid)

ÉDITO

Regard

La Guilde me propose de porter un regard sur le chemin parcouru par l'Agence des Micro Projets. Il est bien sûr admiratif du dispositif désormais en place pour les porteurs de projets : formations, financements, évaluations, capitalisation concourant à leur efficacité et à leur reconnaissance ; dématérialisation bienvenue pour gérer une telle croissance. Un outil reconnu pour la qualité de son action, de ses multiples partenariats mais aussi pour porter la voix des microprojets, avec leurs ONG, dans le monde de la solidarité internationale.



© M. Alexandre

À cet égard, le dernier Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID)* a inscrit l'Aide Publique au Développement parmi les priorités du quinquennat et le président de la République s'est engagé à doubler durant celui-ci la part de financement confiée aux ONG en se rapprochant de la moyenne européenne. Il est le quatrième président à s'y engager, le précédent ayant déjà marqué une progression notable.

Mais, quant aux microprojets, ces initiatives indépendantes ont leur logique propre et exigent déjà de gros efforts des bénévoles et volontaires qui les portent.

Les microprojets se concentrent sur leurs objectifs et certains seront les starts up de la solidarité internationale, comme le fut dans nos débuts Handicap International et plus récemment, dans le même esprit, Christian et Marie-France des Pallières avec PSE au Cambodge.

L'appui que leur apporte l'AMP ne doit pas être trop conditionné et c'est à leur manière et selon leurs priorités qu'ils contribuent, au plus près des populations, aux grandes thématiques familières aux ONG d'éradication de la pauvreté et de développement durable - pléonasme car ce qui n'est pas durable n'est pas du développement.

Un souhait concernant l'évaluation : les missions de terrain semblent bien confirmer qu'environ les deux tiers des microprojets peuvent être considérés comme des réussites pérennes. Mais il nous faudrait des chiffres permettant de l'affirmer et cela deux ans après puis cinq ans après la fin du projet.

Enfin, le passage pour certains d'entre eux du microprojet au stade supérieur est souvent délicat et nécessiterait un dispositif d'accompagnement, par exemple sur trois ans. L'amplification des expériences réussies est un sujet majeur et l'on s'étonne toujours de voir découvrir ce qui a fait ses preuves depuis longtemps.

Que l'Agence des Micro Projets joue ce rôle de relais entre actions de terrain et grands programmes de développement français et internationaux serait une nouvelle étape.

Patrick EDEL

* - du 8 février



SOMMAIRE

4 - L'Agence des Micro Projets

- L'AMP et les Objectifs de Développement Durable (ODD) p. 4
- 2017 à l'AMP p. 5
- Projets Lauréats des Dotations de l'AMP 2017 p. 7

11 - LA JEUNESSE

- Jeunesse et microprojets p. 12
- L'éducation et la formation au service de la jeunesse p. 14
- Participation citoyenne et accès aux droits p. 16

17 - LA FORMATION

- La formation par les microprojets p. 18
- Les projets de formation professionnelle p. 19
- La formation comme activité complémentaire p. 22

25 - LE GENRE

- Lutter contre les inégalités hommes-femmes p. 26
- Témoignages d'associations :
 - Accompagner la prise en compte des inégalités femmes-hommes p. 28
 - Des « femmes debout » à Brazzaville p. 29
 - Opérer pour rétablir l'égalité p. 30

31 - L'ENVIRONNEMENT

- S'adapter aux changements climatiques p. 32
- Témoignages d'associations :
 - Le projet Noyer Maya et Élevage soutenable p. 34
 - Apiflordev p. 35
- ThinkHazard! p. 36

37 - LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

- L'AMP et les énergies renouvelables p. 38
- Interview de Damien Ricordeau p. 42
- Témoignage d'association : Du feu sans bois p. 43

Missions d'évaluation des microprojets p. 44

Mission d'évaluation au Cameroun p. 46

Un premier documentaire sur les microprojets p. 47

Lancement du Portail Solidaire p. 48

L'Agence des Micro Projets et les Objectifs de Développement Durable

En 2015, les Nations Unies ont adopté les Objectifs de Développement Durable (ODD) qui ont défini un agenda très ambitieux pour le développement destiné à la communauté internationale.

L'AMP, de par la diversité des microprojets financés, et forte de son expertise de trente cinq ans, se place au cœur de ses enjeux. Pour mettre en œuvre ces projets, les associations de solidarité internationale s'appuient sur leur longue expérience, leur savoir-faire et surtout sur leur ancrage local au plus proche des populations bénéficiaires et des communautés vulnérables. Ceci leur confère une valeur ajoutée certaine pour la mise en œuvre de cet agenda international.

Sur la période 2014-2017, nous avons pu observer une augmentation des projets comportant un volet énergies renouvelables (0 % à 10 %) et d'entrepreneuriat féminin (4 % à 8 %). Les petites associations montrent leurs capacités à faire preuve d'innovation au service des populations désavantagées, discriminées ou exclues tout en faisant la promotion d'un développement durable respectueux de l'environnement. De fait, comme tout acteur de développement, les petites organisations doivent adapter leurs stratégies pour faire face aux transformations rapides du monde actuel sur l'ensemble des thématiques du développement (éducation, eau, agriculture, environnement, santé, etc.)

Dans ce but, le renforcement des organisations de la société civile tant en France qu'au niveau local doit être encouragé et c'est là un des nombreux rôles de l'Agence des Micro Projets. En effet, au-delà d'être un bailleur de fonds, l'AMP accompagne et forme les associations françaises de solidarité internationale en partenariat avec les associations locales. L'Agence s'engage ainsi à veiller à une meilleure intégration des Objectifs de Développement Durable et des théma-

tiques transversales du développement tels le genre, la jeunesse, l'environnement et le climat, dans la mise en œuvre des microprojets. Dans cette perspective, le dépôt des projets en ligne a été pensé afin de favoriser non seulement la prise en compte de ces enjeux mais aussi la pérennité et la viabilité dans toutes leurs dimensions.

Toutefois, il ne faut pas oublier de prendre en considération l'hétérogénéité des situations de développement ainsi que les spécificités des acteurs. Ainsi, l'Agence des Micro Projets, en tant que bailleur numérique, n'oublie pas qu'il est fondamental de conserver un lien humain avec ses interlocuteurs et partenaires, essentiel à la viabilité de ses actions. À travers l'accompagnement des associations françaises, l'AMP soutient la structuration et le renforcement de compétences des partenaires locaux et organisations des sociétés civiles du Sud, afin d'affirmer leur crédibilité en tant qu'acteurs de développement et interlocuteurs reconnus. L'AMP souhaite contribuer à travers cela à l'émergence de futurs acteurs de nos sociétés de demain.

Alors que l'agenda international fixe désormais de nouvelles ambitions à l'horizon 2030, l'Agence des Micro Projets souhaite participer à la mise en œuvre de ces politiques. Elle s'engage donc à décloisonner et renforcer ses partenariats dans l'optique de favoriser le passage à l'échelle des innovations et des bonnes pratiques portées par les microprojets. En d'autres termes, il s'agit désormais d'adapter les modalités d'intervention existantes afin d'être encore plus agile et innovant pour concourir à l'atteinte des objectifs de développement durable.



Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés par des chefs d'État et de gouvernement, des hauts responsables des Nations Unies et des représentants de la société civile, en septembre 2015, lors de la 70^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. © unesco.org

2017 à l'Agence des Micro Projets

L'expertise microprojet au Forum Convergences

L'Agence des Micro Projets, programme de La Guilde, était présente au Forum Mondial Convergences pour présenter ses différentes activités. L'occasion pour les équipes de l'AMP de rencontrer les acteurs du développement tels que les porteurs de projets, les associations et les entreprises publiques et privées.

Pendant le forum, l'Agence des Micro Projets a animé une conférence sur les enjeux du numérique dans l'aide au développement. Car quel peut être l'un des points communs entre une ONG du secteur de la santé, une entreprise qui fabrique des lampadaires solaires et une institution telle que l'Agence française de développement ? Le Numérique !

Avec des intervenants tels que Anne Ross-Weil de l'association Djantoli, Jérôme Grüber de l'AFD, Martin Noblecourt de cartONG, Thomas Samuel de Sunna Design et Olivier Allard de La Guilde, nous avons présenté un large panel d'initiatives qui utilisent le numérique. L'objectif : réfléchir à sa place dans les actions de développement. Notre conclusion ? Le numérique est avant tout un outil et non une fin en



Convergence 2017. © La Guilde

soi. Son incorporation doit avant tout répondre aux besoins des bénéficiaires et s'adapter aux contextes. Nous qui sommes acteurs de ce développement, n'oublions jamais de développer des outils adaptés aux humains et à notre environnement.

L'appel à projets EnR 2017 – Synergie Solaire : un partenariat public/privé



Appel à projets, les associations lauréates. © La Guilde

Deux ans après la COP 21 et le premier appel à projet Energies Renouvelables (EnR), La Guilde a conclu un nouveau partenariat avec le fonds de dotation Synergie Solaire. L'intérêt des cofinancements publics et privés est non seulement de renforcer l'impact des actions que peuvent mener des ONG et des entreprises privées mais aussi de partager nos expertises.

Si l'AMP a une longue expérience de la gestion de microprojets grâce à ses trente cinq ans d'existence, les acteurs qui la composent ne sont pas nécessairement spécialistes des énergies renouvelables.

L'expertise technique des entreprises est alors indispensable afin d'instruire les projets sur l'ensemble de leurs composantes. La nouveauté de l'année 2017 est l'implication sous ce que l'on pourrait nommer du mécénat de compétences, des entreprises du fonds de dotation. Chaque projet sera suivi par un salarié qui pourra s'investir à différents niveaux d'avancement.

Ce sont donc douze microprojets multithématiques, avec une composante EnR, qui ont été récompensés lors de cette session. Bien que l'énergie photovoltaïque représente la solution la plus privilégiée, un projet de biogaz et de biocombustible ont été financés ce qui démontre que plusieurs solutions sont envisageables.

Afin de recevoir leur prix, les associations lauréates ont été conviées, le 21 novembre 2017, au dîner des donateurs organisé par Synergie Solaire : l'occasion de se rassembler pour achever le financement et permettre aux associations de débiter les projets.



Gabon : Forum des associations « Développement et Numérique »

Le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Gabon et Sao Tomé et Príncipe organisait les 11 et 12 mai 2017 le 4^{ème} forum des Associations à Libreville, au Gabon. Cette année, le forum était consacré aux liens entre développement et technologies numériques. Cécile Vilnet, coordinatrice de l'Agence des Micro Projets et Thierry Barbaut, responsable numérique et communication, sont intervenus sur demande du SCAC afin de présenter le dispositif de l'Agence des Micro Projets ainsi que la dématérialisation des dotations mais aussi pour faire un *focus* sur les enjeux du numérique dans les actions de développement en Afrique.



Forum Gabon. © Th. Barbaut

Le forum a été introduit par l'Ambassadeur de France au Gabon, Monsieur Dominique Renaux, et le Premier ministre du Gabon, Monsieur Emmanuel Isoze Ngondet, qui a présenté les stratégies numériques du Gabon. Structuré en trois temps, le forum a souligné les apports du numérique dans la conduite des projets, à travers le développement d'outils de gestion et d'aide à la décision simples et utilisables par tout un chacun. Parmi les exemples donnés, le développement du *mobile banking*, « banque mobile », les usages des applications sur smartphone mais aussi des drones dans le cadre de projets relevant du

domaine agricole, de la santé, de l'éducation, de l'énergie, etc.

Des échanges ont eu lieu autour de différentes solutions développées au sein du monde francophone par des structures gabonaises et françaises. Enfin, le forum a été l'occasion de lancer un concours afin de développer une future plateforme d'échanges entre acteurs non gouvernementaux et partenaires techniques et financiers.

L'AMP aujourd'hui et demain : restitution annuelle du programme à l'AFD

Le 6 décembre 2017, l'équipe de l'Agence des Micro Projets, en présence des représentants du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ainsi que de l'Agence Française de Développement et de différents acteurs et partenaires de la solidarité internationale, a effectué un bilan des actions passées en 2017 et a présenté ses perspectives pour les prochaines années.



AFD 6 décembre. © A. Bibring-Pilliot

Le financement et l'accompagnement sont des volets clefs du double rôle de bailleur et d'accompagnateur de l'AMP. Transversal, il s'exprime sur l'ensemble du cycle de projet, de l'instruction à la capitalisation. Le succès grandissant des dotations et la professionnalisation des associations incitent à trouver de nouvelles stratégies pour répondre à la demande de fonds. Des réflexions ont ainsi été menées sur le rapprochement avec le secteur privé dans le but d'augmenter l'enveloppe financière mais aussi mobiliser les compétences externes au bénéfice des projets.

Cette matinée a aussi été l'occasion de présenter en avant-première le documentaire sur les microprojets, filmé au Togo en novembre 2016 ainsi que la prochaine plateforme « Portail Solidaire ». Enfin, l'évocation du rôle des acteurs régionaux de solidarité internationale et de leur complémentarité avec le dispositif de l'AMP a permis d'évoquer les futures pistes de travail commun au service des porteurs de projets.

Projets Lauréats des Dotations de l'Agence des Micro Projets 2017

Retrouvez ci-dessous les lauréats des trois sessions de l'Agence des Micro Projets : les deux sessions multithématiques Printemps et Automne et la session spéciale Energies Renouvelables, réalisée en partenariat avec le fonds de dotation Synergie Solaire (les projets cofinancés par Synergie Solaire sont identifiés par le logo).

Pays d'intervention	Association	Région d'origine	Projet	Domaine d'intervention	Dotations AMP	Budget global du projet
Afghanistan	Afghanistan Libre	Île-de-France	Éclairer les savoirs avec le soleil	Énergie renouvelable	15 000 € 	30 050 €
Argentine	Form'Oser	Hauts de France	Circuito Solidario : une approche communautaire pour lutter contre les addictions	Santé	9 900 €	26 792 €
Bénin	Eau pour la Vie	Occitanie	Énergie lodévoise pour l'eau au fil du soleil	Énergie renouvelable	14 000 € 	59 028 €
	Grand-Lieu Nokoué	Pays de la Loire	Cyberpirogue solaire	Éducation	4 950 €	4 950 €
	Un Monde en Couleurs	Auvergne Rhône-Alpes	Une savonnerie et un local de vente pour le groupement nianwekpo	Entrepreneuriat	2 495 €	3 755 €
	PC Coup de Pouce	Auvergne Rhône-Alpes	Ben Info : une salle informatique pour les étudiants d'Abomey-Calavi	Éducation	10 000 €	59 880 €
Burkina Faso	A petits pas	Bourgogne Franche-Comté	Projet anacarde pour 75 paysans	Agriculture	14 676 €	19 904 €
	Groupe Etival Solidarité Tiers Monde	Île-de-France	Renforcement de la gestion du service d'eau potable commune de Béré	Eau	15 000 €	63 211 €
	Humaniburkina	PACA	De l'électricité pour Zongbèga	Énergie renouvelable	14 000 €	25 927 €
	HumaniTerra International	Auvergne-Rhône-Alpes	Prise en charge opératoire et psycho-sociale des femmes victimes de fistule obstétricale	Santé	14 634 €	60 806 €
	ISSIA Pourquoi pas	Occitanie	Un réfectoire et une cuisine pour 400 enfants scolarisés en maternelle et primaire	Éducation	10 983 €	36 012 €
	Kynarou	Île-de-France	Projet d'appui au secteur de l'eau potable et de l'assainissement	Eau	15 000 €	15 000 €
	Un Nom un Toit une Vie	Pays de la Loire	Educa Bobo : éducation par ordinateur au Burkina Faso grâce à l'énergie solaire	Éducation	14 000 € 	39 500 €

Pays d'intervention	Association	Région d'origine	Projet	Domaine d'intervention	Dotation AMP	Budget global du projet
Burundi	A Portée de Main	Nouvelle Aquitaine	Renforcement du centre Information Jeunesse et Multimédia	Éducation	15 000 € 	22 300 €
Cambodge	Chemins d'Enfance	Île-de-France	Jeu et petite enfance 2017-2018	Éducation	5 000 €	7 608 €
	Phare Ponleu Selpak France	Île-de-France	École de musique au Cambodge	Éducation	15 000 €	84 850 €
	SEP du Bayon	Nouvelle Aquitaine	Production d'énergie solaire à l'école du Bayon	Éducation	3 983 € 	5 310 €
Cameroun	ASOMOCAM	Auvergne Rhône-Alpes	Forage et fosse septique pour une école de Bafoussam	Eau	13 000 €	45 159 €
	NAMETOU France	PACA	Un toit et des classes aux normes à l'école primaire publique de Njindare	Éducation	15 000 €	28 000 €
Colombie	Envol Vert	Île-de-France	Noyer Maya et élevage soutenable	Environnement	15 000 €	41 900 €
	FORESTEVER	Île-de-France	Protection et valorisation des ressources forestières dans les communautés d'Amazonie colombienne	Environnement	15 000 €	84 920 €
Côte d'Ivoire	Entrepreneurs For Life	Occitanie	Les lavandières d'Abidjan	Entrepreneuriat	10 000 €	47 373 €
	Mosaïque	Île-de-France	Kononfla - développement de l'alphabétisation par une dynamique citoyenne	Éducation	3 333 €	25 670 €
Équateur	Ahuana	Pays de la Loire)	L'émancipation des femmes par le travail de la laine d'alpaga	Entrepreneuriat	8 137 €	11 314 €
Guinée	Jeunes Guinéens de France	PACA	Alimentation en eau potable du village de Daralabé par source	Eau	13 460 €	17 811 €
	Citoyen des rues International	Hauts de France	Renforcement des capacités d'accompagnement et de réinsertion de citoyen des rues Guinée	Agriculture	15 000 €	28 386 €
	Guinée Solidarité Médicale	Auvergne Rhône-Alpes	Soutien à la santé maternelle et infantile à Mandiana	Santé	15 000 €	25 200 €

Pays d'intervention	Association	Région d'origine	Projet	Domaine d'intervention	Dotation AMP	Budget global du projet
Kenya	Friends of Rombo	Nouvelle Aquitaine	Un bâtiment pour les bébés et les mamans de Rombo	Santé	6 300 €	8 421 €
	Gazelle harambee	Grand Est	Projet Boga – création d'une coopérative agricole par un groupe de femmes massai	Agriculture	5 450 €	30 200 €
Laos	Dynamic Actions	Occitanie	Activités génératrices de revenus au Laos	Agriculture	3 600 €	12 928 €
Madagascar	Aide pour le Développement Durable	Île-de-France	Production et diffusion d'aliments infantiles enrichis en spiruline à Antsirabe	Entrepreneuriat	9 500 €	27 750 €
	ASMADA	Île-de-France	Electricité solaire pour l'hôpital de Mahitsy	Énergie renouvelable	15 000 € 	36 650 €
	Grandir' Ailleurs	Île-de-France	Renforcement des capacités de la société civile d'Antsirabe pour l'Enfance	Droits de l'Homme	10 068 €	14 257 €
	Naturevolution	Île-de-France	Développement de l'apiculture autour du massif du Makay	Environnement	15 000 €	26 730 €
	NAZARENA-France	Occitanie	Jeunes agriculteurs du Menabe : développement du centre de formation professionnelle agricole Nazarena	Éducation	15 000 €	34 722 €
	TSINJO HO LOVASOA	DOM	Création d'AGR favorisant l'autonomie financière d'un centre de formation agricole	Éducation	12 000 €	28 679 €
Mali	Amis de Nafadji	Centre Val de Loire	Ô Santé à Nafadji : Un nouveau dispensaire et de l'eau potable au village	Santé	12 000 €	44 304 €
	Ressortissants de Bouyagui en France	Bourgogne Franche-Comté	Un centre de santé secondaire aux normes pour les habitants de Bouyagui	Santé	10 000 €	30 189 €
	Entraide Mali Yallankoro Soloba	Île-de-France	Amélioration de l'offre de soins dans une commune de brousse	Santé	15 000 €	78 956 €
	BFM ADLM	Île-de-France	Accès au second cycle pour les élèves de l'école de Madihawaya et Moussala	Éducation	12 000 €	33 225 €
	OICD	Occitanie	Culture de plantes médicinales en danger de disparition	Environnement	14 000 €	70 891 €

Pays d'intervention	Association	Région d'origine	Projet	Domaine d'intervention	Dotation AMP	Budget global du projet
Mauritanie	Aquitaine Afrique Initiatives	Nouvelle Aquitaine	Appui au développement de l'agriculture irriguée à Tékane	Agriculture	15 000 € 	73 220 €
	Solidarité et Progrès	Île-de-France	Electrification solaire de l'adduction d'eau potable (AEP) du village de Sinthiou Boumaka	Énergie renouvelable	6 742 € 	8 989 €
	Rivages NDiawane	Auvergne Rhône-Alpes	Création de coopératives d'utilisation de matériels agricoles (CUMA)	Agriculture	12 000 €	67 000 €
Niger	Les Amis d'Adkoul	PACA	Développement sanitaire dans les quatre villages de la zone d'Abalak	Santé	11 000 €	15 073 €
	TAGAYT France	Auvergne Rhône-Alpes	Des caprins contre la faim	Agriculture	5 000 €	11 634 €
RDC	PVDD	Hauts de France	Electrification solaire de l'hôpital général de référence de Kuimba	Énergie renouvelable	10 000 € 	16 479 €
République Centrafricaine	Fédération Euro-Africaine de Solidarité	Île-de-France	Ferme Agro-pastorale à GBandele dans la commune de Damara	Agriculture	13 000 €	24 124 €
Sénégal	Afrique en vie	PACA	L'agro-écologie au service du développement économique en Casamance	Agriculture	15 000 €	142 202 €
	Caap Afrika Art Culture	PACA	Production de biogaz pour Afrika Mandela Ranch, ferme école écologique	Énergie renouvelable	8 915 € 	13 625 €
	Les amis de Palmarin	Grand Est	À Palmarin on y construit son avenir	Éducation	12 000 € 	31 345 €
	Projets Solidaires	Nouvelle Aquitaine	Briquettes de coques d'arachide et foyers adaptés au Sénégal	Énergie renouvelable	15 000 € 	210 831 €
	Sukhali	Nouvelle Aquitaine	Produire et consommer local en milieu urbain	Agriculture	15 000 €	57 969 €
Togo	Afrique 70	Auvergne Rhône-Alpes	Eau potable et assainissement dans le canton de Gléi	Eau	12 000 €	37 700 €
	Avenir des Jeunes Filles de Dapaong	Île-de-France	Amélioration de l'élevage traditionnel de pintades des femmes vulnérables	Agriculture	14 300 €	43 708 €
	Graine de développement	Nouvelle Aquitaine	Valorisation en bio-charbon des déchets agricoles et paille de brousse	Environnement	13 000 €	46 520 €
	Les enfants de Kara	Normandie	Solidarité Valognes Kara	Agriculture	7 054 €	15 832 €
	Renaissance Afrique	Île-de-France	Lutte contre la malnutrition	Santé	15 000 €	69 345 €
Tunisie	Soutien aux enfants	Île-de-France	Élevage durable de poulets fermiers par les femmes rurales de Fernana	Agriculture	14 920 €	21 853 €

LA JEUNESSE



© Th. Barbaut

Depuis sa création, la jeunesse est la vocation première de La Guilde. Depuis plus de 30 ans, elle a été associée aux réflexions et à certaines initiatives. Vous trouverez dans ce dossier, parmi bien d'autres, des initiatives qui montrent le lien entre la jeunesse, le développement et la solidarité internationale.

Jeunesse et microprojets

La jeunesse, actrice à part entière de la mise en œuvre des microprojets

Jeunesse et état de droit

Alors que les Objectifs de Développement Durable priorisent la gouvernance et l'état de droit, on assiste dans de nombreux pays à un rétrécissement important de l'espace laissé à la société civile. Ceci touche particulièrement la jeunesse qui, à travers les organisations de la société civile, souhaite participer de plus en plus à la définition et à la mise en œuvre des politiques publiques. Des défis importants se posent alors sur des questions de défense des droits humains, de l'environnement ou de la démocratie.

Actrice incontournable dans la réponse à ces enjeux, la jeunesse doit aussi pouvoir être protégée et soutenue face aux différentes épreuves qu'elle rencontre afin de s'accomplir et participer pleinement à ces missions.

« Mieux respecter et protéger les jeunes »

À Madagascar, l'association française Grandir Dignement intervient auprès des mineurs en détention depuis 2015 afin de faciliter leur réinsertion professionnelle. Elle prépare les jeunes au monde du travail en leur proposant des formations professionnelles, des cours d'alphabétisation et un accompagnement social vers un accès aux droits.

La formation des agents pénitentiaires et des travailleurs sociaux ainsi qu'une sensibilisation des acteurs politiques au droit de la jeunesse à l'éducation et aux droits fondamentaux font également partie intégrante du projet. Les objectifs étant de mieux respecter et protéger ces jeunes. Malgré les actions mises en place, la situation des mineurs à leur sortie de détention reste problématique. La plupart se retrouve sans ressources, sans projet et exclus de leur famille. Ce projet vise alors à accompagner ces jeunes en conflit avec la loi dans leur insertion sociale et professionnelle et, de ce fait, prévenir leur exclusion sociale et diminuer les récidives.

L'association, qui agit pour que « chaque enfant, quel que soit son passé et l'endroit où il vit, puisse grandir dignement », participe ainsi à faire appliquer l'article 37 de la Convention relative aux Droits de l'Enfant : « tout enfant privé de liberté doit être traité avec l'humanité et avec le respect dû à la dignité humaine, et d'une manière tenant compte des besoins des personnes de son âge ».

À ce jour, Grandir Dignement intervient au sein de quatre établissements pénitentiaires sur les régions de Tananarive et d'Antsiranana/Diana, ce qui représente environ 300 jeunes âgés de 9 à 18 ans.

Jeunesse et changement climatique

Le dérèglement climatique est aujourd'hui devenu un facteur majeur de mobilité des jeunes en lien avec les autres causes de mobilité actuelles (démographie, pauvreté, gouvernance, violation des droits, crises et conflits, etc.). L'adoption des ODD et les engagements de la COP 21 marquent un tournant majeur de l'agenda international à ce sujet.

La prise en compte des mobilités en lien avec les changements climatiques, fait désormais partie intégrante des politiques de développement. Elle occupe une place croissante dans l'action de la société civile et des collectivités territoriales françaises à l'international et en France. Ces nouvelles mobilités de la jeunesse sont pour les territoires ici et là-bas un enjeu et un cadre de dialogue et de coopération.

« Comment sensibiliser, appuyer et accompagner les initiatives locales de la jeunesse »

En Côte d'Ivoire, le projet « Promotion des énergies renouvelables » porté par l'association Avenir des jeunes filles de Dapaong, et son partenaire local l'association du Centre Missionnaire International (CMI) a permis l'électrification solaire d'un centre de formation professionnelle en couture. Les jeunes filles de 16 à 25 ans, déscolarisées et vulnérables, ainsi que les filles mères sans emploi en sont les premières bénéficiaires.

L'action a été soutenue par les autorités locales engagées dans la mise en œuvre et par les responsables des structures locales de la jeunesse. Même si le projet n'a pas atteint le nombre de jeunes escomptés, le projet a résolu un problème crucial de manque d'éclairage, permettant de se servir de l'énergie pour les machines et ainsi d'augmenter le temps de travail et d'apprentissage dans le centre.

Les responsables pourront alors se tourner vers la recherche de financements pour recruter les formateurs et les bénéficiaires dans la continuité du projet.



L'équipe de bénévoles
du projet de prévention
de la toxicomanie
pour les jeunes.
© Form'Oser

Jeunesse et santé

La difficulté d'accès aux soins de santé, notamment de santé sexuelle, reproductive et de prévention des addictions est un problème régulièrement soulevé, particulièrement dans les pays de l'Afrique francophone.

« Une approche communautaire pour lutter contre les addictions »

Ce projet initié en mars 2015 vise à lutter contre les addictions dans les quartiers défavorisés du « circuito cinco », en périphérie de Formosa au nord de l'Argentine. Il comporte deux volets : la prévention auprès des jeunes et de la communauté et l'accompagnement destiné aux personnes et aux familles touchées par une addiction, directement ou indirectement.

L'association Form'Oser coordonne et accompagne quarante-cinq bénévoles sous la responsabilité du Diocèse de Formosa le partenaire local. Ils ont pour mission d'animer des lieux d'écoute, des ateliers de prévention dans les écoles et collèges, de mettre en place des ateliers culturels et sportifs et d'articuler le travail d'accompagnement avec les différentes institutions et les professionnels médicaux. La phase trois du projet, lancée en 2017, vise à renforcer et autonomiser ces équipes.

Le travail d'accompagnement et de formation des bénévoles, grâce à la collaboration avec deux partenaires techniques : l'association Epimeleia et la fondation Convivir, le développement d'outils méthodologiques et le renouvellement d'outils de communication, faciliteront la création de l'association « Ñemoirù » qui reprendra les rôles du projet, parallèlement au retrait de Form'Oser à moyen-terme.

Jeunesse et formation

La formation formelle et non formelle est primordiale pour assurer le progrès de tous les jeunes à tous les niveaux. Les obstacles à l'accessibilité aux technologies et au monde numérique varient d'un pays à l'autre, notamment pour des raisons de coût alors que la jeunesse est au cœur de toutes les innovations dans ce domaine générateur d'emplois.

« Organisation de formations bureautiques pour les jeunes défavorisés au Bangladesh »

Le projet de création de centres de formation à la bureautique au Bangladesh pour les jeunes vulnérables est un succès au regard des premiers effets positifs observés. Les sessions de formation ont commencé début 2017, avec la possibilité pour chaque centre de former trente-six étudiants supplémentaires par an.

Ces jeunes voient leur employabilité considérablement augmenter grâce au diplôme délivré par Solinfo, reconnu localement par les autorités du pays et aussi par les entreprises bangladaises qui attestent de la qualité de la formation. Grâce aux partenariats établis avec les organismes locaux, les centres ont fonctionné dès le début à 100 % de leur capacité.

Les quinze ans d'expérience de l'équipe locale de Solinfo ont permis d'anticiper les aléas et contraintes d'un tel projet et de procéder à l'amélioration des outils de suivi des jeunes après leur formation. Ainsi, un suivi statistique plus précis permet maintenant de mesurer l'employabilité des jeunes diplômés et d'adapter les formations aux besoins des employeurs.

En revanche, faute de financements suffisants, Solinfo n'a pu créer que quatre centres sur les six prévus. La demande locale demeurant importante, d'autres sollicitations ont été formulées afin de poursuivre cette dynamique et développer d'autres centres au Bangladesh.

Aurélié SEGUIN

Coordinatrice AMP

L'éducation et la formation au service de la jeunesse

Des outils pour répondre aux défis de demain

Au cœur d'un développement humain durable

Il y a actuellement plus d'un milliard de jeunes à l'échelle mondiale. Les 15 à 29 ans représentent le quart de la population mondiale et l'espace francophone compte actuellement 245 millions de jeunes.

Dans les pays dits « en développement », les enfants et les jeunes constituent la majorité de la population, illustrant le dynamisme de leur démographie. Cela est particulièrement vrai en Afrique subsaharienne : d'ici 2050, les projections démontrent que la population de jeunes des pays francophones de la région sera multipliée par plus de quatre fois, passant de 84 millions à 276 millions. A titre d'exemple, 85 % des francophones se situeront alors en Afrique.

Les jeunes font face à des défis qui, s'ils sont à la base les mêmes un peu partout, appellent forcément des réponses qui dépendent des dynamiques particulières des sociétés dans lesquelles ils vivent. Par exemple, le défi de l'insertion professionnelle et d'un taux de chômage plus élevé chez les jeunes qu'au sein des autres groupes d'âge existe autant dans les pays d'Europe que d'Afrique.

Cependant, les environnements économiques, sociaux et environnementaux distincts invitent nécessairement à proposer des réponses appropriées à chaque contexte. L'éducation et la formation formelle et non formelle sont primordiales pour assurer le progrès de tous les jeunes : leur accès est différent et inégal d'un pays à l'autre.

Ceci est également applicable au niveau de l'accès aux services de santé, alors que les jeunes sont souvent plus vulnérables face aux problématiques de santé sexuelle, de consommation de drogues ou d'alcool mais aussi d'alimentation. Enfin, si la jeunesse est au cœur des innovations dans le monde des technologies et du numérique, l'accessibilité et le coût restent de forts vecteurs d'inégalités selon les pays, permettant ou non un accès aux savoirs et au monde extérieur.

Un désir de contribuer à la vie politique, à la cohésion sociale et au développement durable

On note de plus en plus, au Sud comme au Nord, l'engagement croissant des jeunes dans des organisations de la société civile, des associations et des mouvements alternatifs. Leur dynamisme, leur engouement pour les technologies de l'information et de la communication et leur volonté d'apporter des solutions aux principaux enjeux sociaux, environnementaux, économiques et politiques auxquels ils sont confrontés doivent être encouragés.

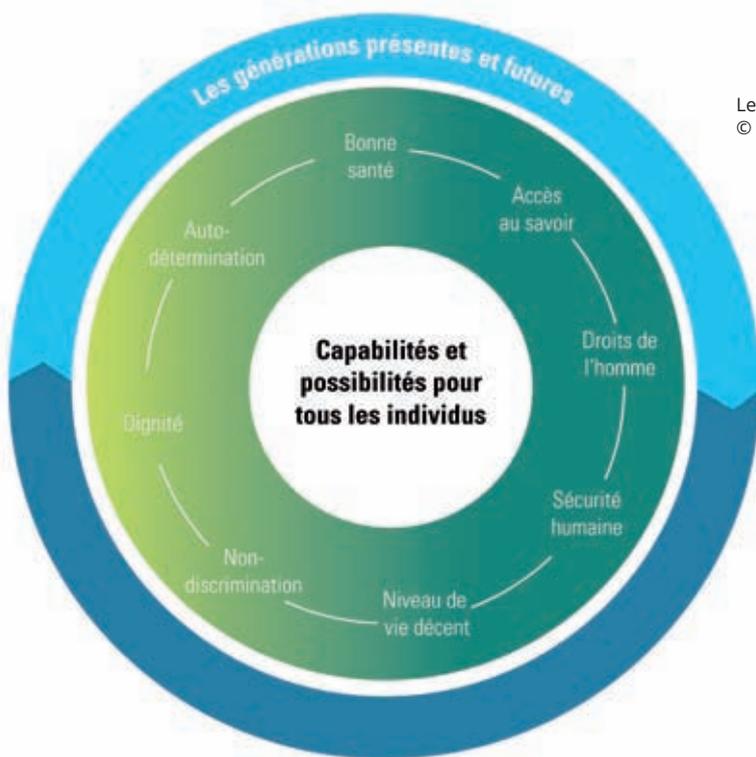
En effet, ils et elles éprouvent un fort désir de contribuer à la vie politique, à la cohésion sociale et au développement durable et inclusif des sociétés dont ils et elles font parties. Leurs aspirations doivent les conduire à plus d'autonomie ainsi qu'à des responsabilités élargies, afin qu'ils et elles soient des actrices et acteurs à part entière des réponses aux enjeux de citoyenneté et de solidarité mondiale.

À l'horizon 2030, ces jeunes femmes et hommes seront des acteurs essentiels du développement. Si l'accroissement du nombre de jeunes est source de vitalité et offre de grandes occasions de progrès, il ne faut pas négliger le fait que l'intégration citoyenne de cette vaste population sera aussi un exercice exigeant pour toutes les sociétés.

Promouvoir les valeurs humaines et trouver un emploi

Soutenir une offre d'éducation de base et de formation professionnelle de qualité axée sur l'insertion socioprofessionnelle et l'emploi.

À travers les projets qu'elle soutient, l'Agence des Micro Projets accompagne le déploiement des politiques éducatives et de formation en vue de lutter efficacement contre le décrochage scolaire et de réduire le nombre de jeunes, en particulier les jeunes filles, qui quittent l'école sans qualifications. Cette offre éducative doit promouvoir l'égalité et l'équité d'accès pour toutes et tous, dans un environnement sécurisé, exempt de toute forme de violence.



Le développement humain pour tous.
© Rapport sur le développement humain 2016 - PNUD

La qualité et le contenu des formations doivent être pensés en phase avec les besoins des marchés du travail et les demandes de participation citoyenne des jeunes femmes et hommes. Dans ce cadre, les technologies de l'information et de la communication peuvent être mises à profit pour favoriser le déploiement d'innovations pédagogiques.

Une meilleure adéquation entre les formations et le monde du travail

Grâce à leurs réalisations et retours d'expériences, les microprojets peuvent contribuer à l'enrichissement de l'offre et des politiques éducatives afin que ces dernières deviennent plus réactives face à l'évolution des besoins de la société et du marché du travail. Ceci passe notamment par une meilleure adéquation entre les formations et le monde du travail, afin que les jeunes puissent accéder à des opportunités d'emploi plus diversifiées.

À cet égard, le numérique et les nouvelles technologies, l'économie sociale et solidaire, les emplois verts, et plus largement le développement durable, sont des secteurs d'intérêts particulièrement porteurs pour ces nouvelles générations. Dans le cadre de ses dotations, l'Agence des Micro Projets encourage les initiatives de formation et d'accompagnement des jeunes porteuses de perspectives d'emplois durables et adaptées à ces secteurs innovants, tels les énergies renouvelables.

Soutenir un esprit d'entrepreneuriat responsable chez les jeunes et encourager la créativité numérique au service de tous

De nombreux projets visent à accroître l'entrepreneuriat des jeunes, leur mobilité et leur insertion socio-professionnelle, en particulier des jeunes femmes, ainsi que la création d'activités génératrices de revenus. Ils mettent en exergue l'importance de l'éducation et de la formation dans ces initiatives à visée professionnelle ainsi que le développement et la diffusion d'une culture de l'entrepreneuriat.

À ce titre, l'innovation technologique et le numérique sont des gisements potentiels d'emplois que les pays et les sociétés doivent explorer avec et pour les jeunes, en leur donnant les moyens de mettre en pratique leur potentiel d'inventivité.

De la mise en place de plateformes d'incubation à l'acquisition de compétences entrepreneuriales générales ou spécifiques au domaine du numérique (développement d'applications mobiles, e-commerce, communication web, etc.), les modalités sont nombreuses et restent encore à inventer pour et avec les actrices et acteurs de demain.

Par le biais des microprojets, l'AMP encourage l'accompagnement des jeunes vers l'employabilité et la valorisation de leurs compétences mais aussi la promotion de valeurs humaines permettant de renforcer leur sentiment d'appartenance à la communauté.

Participation citoyenne et accès aux droits

Droits des jeunes, participation citoyenne et apprentissage de la vie démocratique

De nombreux jeunes vivent dans un environnement marqué par des conflits dont ils sont les premières victimes, les rendant encore plus vulnérables, alors même qu'ils constituent les vecteurs déterminants pour la construction et la consolidation de la paix. Les initiatives permettant de créer les conditions favorables pour que les droits des jeunes soient protégés et qu'ils puissent exercer pleinement leurs responsabilités, dans un environnement de sécurité, de paix et de démocratie doivent être appuyées. Il est important que les jeunes disposent des ressources et outils nécessaires à une participation active aux processus décisionnels concernant les enjeux qui les affectent, sur le plan local, national, régional et international.

Les microprojets, en associant à leurs actions différents groupes de jeunes, y compris les groupes vulnérables, marginalisés ou les jeunes des milieux ruraux, peuvent ainsi jouer un effet de levier dans l'appui aux structures d'animation de la jeunesse ainsi que les organisations de jeunes. À travers les publics ciblés ou impliqués, ils contribuent à la représentativité des jeunes dans toute leur diversité. Un accent particulier doit être mis sur l'apprentissage de la vie démocratique, la promotion de l'implication citoyenne et l'engagement civique inclusif afin que les jeunes puissent jouer un rôle actif dans les processus démocratiques aux différentes échelles et qu'à leur tour ils et elles s'investissent pour prévenir la violence et les conflits et consolider la paix.



© Afghanistan Libre

Mobilité des jeunes et mise en réseau

L'AMP souhaite promouvoir la participation des jeunes au sein des organisations de la société civile en France mais aussi à l'étranger dans le cadre des microprojets. En effet, l'engagement civique et la participation citoyenne sont des clefs de développement et d'épanouissement personnel utiles au collectif. Reconnus aujourd'hui comme facilitateurs d'une intégration citoyenne et socioprofessionnelle, ce sont également des portes d'entrée vers plus d'ouverture culturelle et d'échanges d'expériences entre les jeunes.

Considérant la mobilité des jeunes comme un moyen de promouvoir la solidarité et le dialogue interculturel mais aussi de soutenir l'employabilité des jeunes et de faciliter leur insertion sociale et professionnelle, l'AMP pourrait ainsi à l'avenir renforcer ses liens avec les programmes de volontariat au bénéfice des microprojets de terrain. Ceci dans une perspective de réciprocité et tout en conservant ses exigences de pertinence, de cohérence, d'efficacité et de viabilité des initiatives de solidarité internationale.

La question de la jeunesse, transverse et transformationnelle, fait l'objet d'une attention croissante mais sa prise en compte dans les initiatives de développement, même si elle ne cesse de prendre de l'ampleur, reste récente. À l'instar des enjeux environnementaux et de genre, elle doit pourtant être pleinement intégrée dans les projets, sans pour autant créer des « projets de jeunes ». Les acquis méthodologiques développés pour le genre pourraient alors être déclinés en approche jeunesse, afin de leur donner la parole et la place d'acteur des ODD à part entière qu'ils revendiquent.

Aurélié SEGUIN
Coordinatrice AMP

LA FORMATION



© École Fatou Kaba

Formation professionnelle, éducation, alphabétisation, sensibilisation, renforcement de capacités... la formation revêt autant de visages qu'elle touche de domaines. Particulièrement représentée dans l'Objectif du Développement Durable n°4 sous sa forme « éducation », elle touche tous les ODD de manière transversale, comme par exemple l'objectif 3.C « Accroître [...] la formation du personnel de santé » ou l'objectif 13.3 « Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques ».

La formation est avant tout un moyen pour accéder à des objectifs plus vastes comme l'insertion sociale et économique ou l'égalité des chances.

La formation par les microprojets

Si l'éducation primaire et secondaire sont un pré-requis, l'enseignement supérieur de qualité est un enjeu majeur du développement, au même titre que la formation professionnelle, indispensable au bon fonctionnement des microprojets qui l'intègrent à travers différentes approches.

Le projet de formation professionnelle

Le nombre de jeunes non scolarisés stagne depuis 2007. Pour faciliter leur insertion, des associations mettent sur pied des programmes de formation professionnelle complets et diplômants. Ces projets sont particulièrement complexes à mettre en œuvre, car parmi les plus chers. Entre la construction du bâtiment, l'achat du matériel professionnel (parfois pour plusieurs cursus), le salaire des professeurs et parfois l'internat des élèves, l'investissement est élevé, les revenus peu nombreux, le tout pour un faible nombre de bénéficiaires.

La formation comme activité complémentaire

Bien souvent dans les microprojets, la formation n'est pas l'activité principale mais une activité complémentaire, quoi qu'indispensable. Formation en gestion, alphabétisation ou renforcement des enseignants, chacune de ces activités soulève certaines questions : pérennité d'une formation courte ? Transfert de compétences ? Formation d'un public analphabète ? Cette approche de la formation est peu documentée, bien qu'elle facilite l'accès au marché de l'emploi, notamment à ceux qui ont interrompu leur cursus scolaire.

Entre ces approches, une palette de compositions font entrer la formation dans la quasi-totalité des microprojets. L'identification des compétences manquantes et l'apport du juste renforcement de capacités sont précisément l'une des plus-values des associations françaises. Six d'entre elles, lauréates de l'AMP, témoignent de leur expérience et mettent en lumière la complexité de ce domaine d'intervention.



Formation pro de menuiserie au Pérou - Association Qosqo Maki.
© K. Schönauer

Les projets de formation professionnelle

« La formation n'est pas seulement nécessaire, elle est essentielle. Le décalage à l'intérieur de la jeunesse et entre ville et campagne doit être traité avec force. »

Des Jeunes pour la terre (DJPLT)

« Pour agir sur le long terme auprès des jeunes qui sont à la fois vulnérables et l'avenir de leur pays, en leur donnant les moyens de devenir des adultes responsables, actifs, capables de réussite, porteurs de valeurs et de changement. »

Paris-Tegu

Comprendre le contexte pour adapter le projet

Dans l'objectif d'aider les jeunes à s'intégrer dans le monde de l'emploi, la bonne connaissance du territoire, leur futur lieu de travail, est indispensable. L'Institut de Recherche et d'Applications des méthodes de développement (IRAM) a publié en 2015 un document de capitalisation des actions de formation-insertion des jeunes conduites par les ONG, où il précise que l'association doit veiller à recueillir des données sur les projets professionnels, les obstacles, l'utilisation des compétences par les employeurs et les types d'emplois dans la branche pour bien préparer son projet.

Si comprendre le contexte est une première étape, y adapter la formation est la suivante et non la plus simple. Recruter des professeurs conscients des problématiques de leurs élèves, adapter les modules et les ambitions aux possibilités réelles et assurer une transition entre le lieu de formation et l'autonomie sont autant d'éléments que l'association Des Jeunes pour la terre a très bien intégrés dans ses pratiques.



DES JEUNES POUR LA TERRE

Création d'un centre de formation non formelle (CEBNF) pour adolescents non scolarisés au Burkina Faso (Dédougou)

Le CEBNF a été établi sur les bases d'une exploitation de polyculture-élevage pour apporter aux élèves des connaissances générales, des compétences techniques et un comportement éco-citoyen permettant l'insertion dans la vie sociale et professionnelle et l'adaptabilité intelligente pour une production variée et pertinente.

S'adapter au contexte

Le diagnostic initial a révélé que les autres CEBNF étaient souvent inadaptés au contexte local, c'est pourquoi celui-ci est construit autour de la ruralité. Les enseignants sont recrutés sur leur sensibilité à cette question et leur sens des réalités avant les connaissances théoriques. De même, les candidatures des élèves qui masquent un désir d'aller travailler en ville sont rejetées. Cette rigueur donne toute sa cohérence à l'établissement.

S'adapter aux contraintes

« À l'issue des trois années, les élèves devraient être en mesure de se lancer dans la vie professionnelle. N'étant pas majeurs, ils ne sont pas légalement autorisés à travailler. Aussi, avons-nous imaginé une période intermédiaire entre la phase scolaire et le premier emploi. »

Une congrégation à proximité dispose d'un terrain dont une parcelle est attribuée à chaque jeune suite à la formation. Il doit s'acquitter du loyer et des redevances comme un bail aux conditions réelles. Cette insertion progressive dans la vie active est une période de discernement, tout en apportant des compléments de revenus.



Préparer l'insertion des élèves tout en construisant un modèle économique stable

Les Activités Génératrices de Revenus (AGR) alliant formation théorique et pratique, donnent une cohérence et facilitent l'insertion. Cependant, ce double rôle de formateur et patron demande un renforcement de compétences spécifiques des enseignants. L'association Paris-Tegu confirme :

« Il est difficile de concilier la finalité pédagogique avec la recherche de rentabilité des projets d'application. Toutefois, les recettes liées aux AGR ont progressivement augmentées. Après trois ans, tous les frais de fonctionnement sont couverts. »



ASSOCIATION PARIS-TEGU

Projet d'école de cuisine et restauration pour les jeunes en risque social de Tegucigalpa – Honduras

Le programme de formation professionnelle sur deux ans (cuisine, pâtisserie et service) est destiné à des jeunes issus des quartiers vulnérables.

Cours en visio-conférences

« La Formation ouverte à distance (FOAD) synchrone et asynchrone, en coopération avec le Lycée Notre Dame de Nazareth de Normandie, permet de réduire les coûts en personnel tout en proposant une formation de qualité. Par ailleurs, une stratégie d'autonomisation a été mise en place pour former des responsables honduriens qui encadrent les élèves. Nous recrutons nos formateurs parmi nos élèves sortant de première année, car les critères essentiels sont la capacité d'adaptation et de transmission des valeurs de la formation : discipline, méthode de travail et savoir-être. »

Adaptation à la demande des futurs employeurs

« Depuis la création du projet, nous nous attachons à établir des liens avec des hôtels et des restaurants haut de gamme qui sont des lieux de stages et d'embauche possibles. Nous restons à l'écoute des besoins de nos partenaires et ajustons chaque année le contenu des programmes. Notre école met un accent fort sur les compétences de savoir-être, indispensables dans ce secteur et particulièrement recherchées par les entreprises. »

Former les enseignants

L'une des préoccupations majeures des associations pour garantir la qualité des formations est l'intervention d'enseignants de qualité comprenant les problématiques des jeunes. Si Paris-Tegu a choisi de faire intervenir des formateurs français, Des Jeunes pour la Terre privilégie les professionnels plutôt que les enseignants permanents, qu'ils estiment

moins en contact avec le monde paysan. L'association Humana France et son partenaire HPP-Congo ont identifié ce manque de compétences comme un réel frein au développement des écoles primaires de RDC et a choisi de former les enseignants en collaboration avec le Ministère de l'Éducation.



HUMANA PEOPLE TO PEOPLE (HPP)

Formation longue (deux ans) d'enseignantes du primaire en zone rurale (Mbankana en République démocratique du Congo)

Une formation innovante source d'inspiration pour les autorités

Le choix pédagogique de l'école normale DNS Mbankana met l'accent sur le développement personnel : les jeunes sont hébergés en internat et évalués sur leur comportement. Un voyage d'étude dans le pays a été organisé, leur permettant de découvrir de nouvelles réalités nationales tout en vivant une expérience collective enrichissante. De plus, « le projet a permis de mettre l'accent sur la sensibilisation en pédagogie sensible au genre ». « L'éducation innovante est considéré, en République démocratique du Congo, comme une référence et une source d'inspiration. Le partenaire local travaille directement avec les autorités éducatives pour compléter leur travail. » Cette collaboration a l'avantage de garantir les débouchés des enseignants formés et a permis de recruter des formateurs de qualité.

Une adaptation continue au contexte et aux attentes

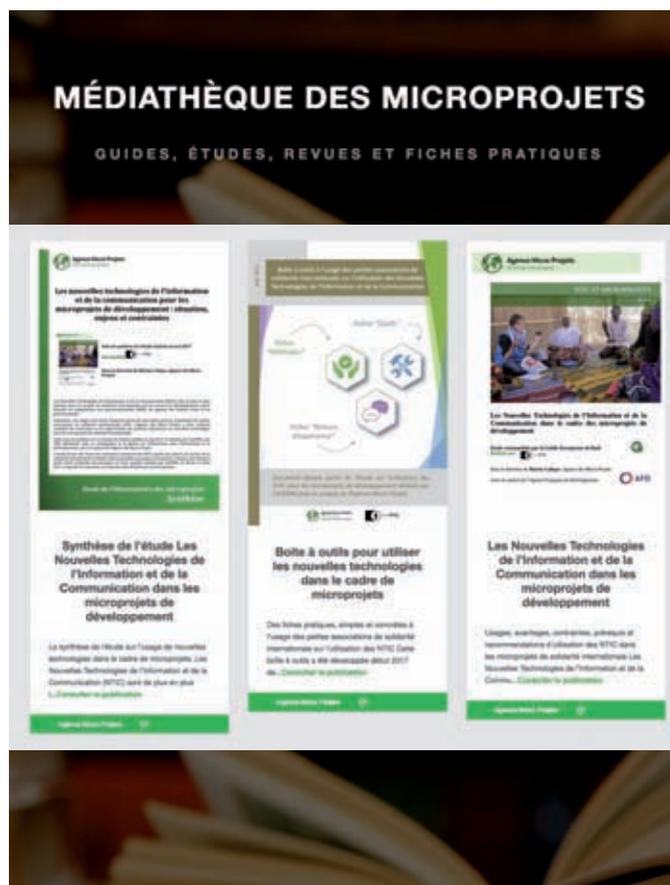
Si pour l'association Humana People To People le lien avec les autorités est un réel point fort, la reconnaissance officielle n'est pas envisageable pour Paris-Tegu au Honduras :

« La non-reconnaissance du diplôme ne pose pas de difficultés, au contraire. Nous pourrions faire reconnaître la formation par l'INFOP. Mais cet organisme n'a pas bonne réputation et les institutions de l'État renvoient une image négative qui pourrait nuire à l'image du programme. »

Pour conclure, même si de grands axes de réflexion sont à prendre en compte pour l'ensemble des projets, l'essentiel est la connaissance et l'adaptation de la formation au contexte dans lequel évoluent et souhaitent s'intégrer les étudiants.

Pour aller plus loin, rendez-vous dans la médiathèque rubrique « formation professionnelle » sur le site internet :

http://mediatheque.agencemicroprojets.org/?_q=formation&_q=formation+professionnelle



mediatheque.agencemicroprojets.org. © La Guilde

La formation comme activité complémentaire

L'enseignement professionnel n'est qu'une partie des formations réalisées dans les microprojets, puisqu'en réalité presque tous les projets incluent une activité de formation complémentaire au projet lui-même. Souvent au croisement entre l'accompagnement, la formation et la sensibilisation, cette activité est essentielle au bon fonctionnement du projet, le rendant réalisable et durable. Dans cette approche, d'autres questionnements émergents comme la constitution d'un groupe, la mobilisation des bénéficiaires, la compensation du manque à gagner ou l'alphabétisation.

Le retour d'expérience de trois associations met en lumière l'importance de ces activités : La Fédération Enfants-Soleil Internationale, association École Fatou Kaba et Apiflordev.

« La formation est vitale pour la réussite du projet. Elle permettra la viabilité du commerce. Les femmes doivent accéder à l'autonomie de gestion d'une coopérative. Elles ont tout à apprendre dans ce domaine. »

Fédération Enfants-Soleil Internationale

Parmi elles, deux associations disposent des outils et du cadre mais les bénéficiaires manquent de compétences techniques, sans lesquelles le projet n'a plus de sens :

« Sans formation des enseignants et des enfants, l'installation de la salle informatique n'aurait eu aucun objet. »

Association École Fatou Kaba

« La conduite d'un rucher nécessite l'acquisition de techniques spécifiques. »

Apiflordev

L'apport de compétences est donc aussi important que l'apport de matériel.

Deux projets différents mais des difficultés similaires



Enfants-Soleil

Fédération Enfants-Soleil Internationale (FESI)

Construction d'une épicerie coopérative et d'un réservoir d'eau pour un groupe de femmes à Onaville en Haïti.

La formation vise à constituer un groupe de femmes capables de gérer la coopérative et la distribution d'eau. Au delà de l'apport de compétences, il s'agit de créer une cohésion de groupe, d'accompagner les bénéficiaires et d'enclencher un changement de comportement.



Association École Fatou Kaba (EFK)

Accès à l'informatique pour les enfants de Medina Gounass.

Après l'installation d'une salle informatique, le projet vise à former les enseignants et initier les enfants à l'informatique et aux technologies de la communication.

Définir la formation

Comme pour la formation professionnelle, la phase de diagnostic est essentielle, bien que les points à analyser ne soient pas les mêmes. Les débouchés, les outils et les modalités de travail sont généralement connus, mais les modalités pratiques restent à définir :

- Formation théorique et/ou pratique ?
- Accompagnement ?
- Formation ponctuelle ou continue ?
- Moyen de garde des enfants ?

Le format idéal est un dur compromis entre les possibilités de financement, les besoins et les ressources locales, qui se redéfinit au gré des ajustements. La FESI concède « que la formation est essentielle, et qu'elle a été sous-évaluée. L'idéal serait la présence quotidienne d'un formateur durant plusieurs mois, ce qui n'est pas possible. La formation sera longue (au moins un an), mais un suivi est prévu pour plu-

sieurs années parce que les risques perdureront. »

Concernant la cohésion de groupe : « les bénéficiaires n'ont vécu jusque là que des quotidiens de lutte permanente pour la survie. Il faudra apprendre le partage dans une activité commune et la responsabilité partagée. » Ce type de formation demande des compétences d'accompagnement et une connaissance des réalités, puisqu'elle touche à des notions personnelles : gestion de l'argent, organisation du quotidien, exposition de faiblesses personnelles, peur du vol, etc.

AFK : « J'ai appris qu'il est important de ne pas accepter toutes les demandes. Au démarrage, j'ai été amenée à former de nombreux stagiaires en bureautique alors qu'ils n'en avaient pas un usage immédiat. Il est donc important d'éclaircir les motivations exactes des demandeurs. »

Recruter des formateurs

Les deux associations rencontrent des difficultés significatives pour recruter de bons formateurs locaux.

FESI : Dans les situations complexes, le partenaire français ou local finit par être le plus compétent :

« Le formateur responsable est le coordinateur de l'association locale, qui connaît très bien le terrain. Il a été co-moniteur du projet, mais ne peut être présent

en permanence. Les expériences avec des formateurs de l'Éducation Nationale ne sont pas de bonne qualité, les sous-traitances d'associations demandent des salaires surréalistes. Les expatriés ne connaissent pas le terrain. »

EFK : « En dehors de moi [porteur de projet français], le seul formateur présent à l'école est le ou la jeune en service civique. »

Financer

Les deux associations rencontrent des difficultés pour couvrir les frais de la formation et compenser le manque à gagner.

FESI : La participation financière des bénéficiaires est impossible puisque le manque à gagner est déjà une difficulté :

« Une journée sans travail = pas de repas le soir pour la famille ».

La participation des autorités locales à Onaville est également inconcevable :

« Il s'agit d'une zone squattée par des milliers d'arrivants. L'annexe de la Mairie essaye de recenser les habitants et d'y voir clair dans les attributions de terrains... ».

AFK : La tentative de mise en place d'un cybercafé a échoué par le manque de bénévoles. L'école de la banlieue de Dakar ne reçoit pas de financements même si elle est reconnue et appréciée par les autorités locales.

Malgré ces difficultés, les associations continuent à se mobiliser :

FESI : « La construction de l'épicerie a été réalisée en deux mois sans problème. Nous serions heureux que les femmes arrivent à gérer cette activité et en tirent des revenus. Ce n'est pas gagné ! »

EFK : « La maîtrise informatique des collégiens ayant bénéficié des formations est remarquable, on le constate particulièrement lorsqu'ils sont confrontés à d'autres enfants. »

Maintenir et transmettre le savoir-faire

Le suivi des acquis pendant une longue période est essentielle, comme le souligne l'association Apiflordev qui forme des femmes à l'utilisation et l'entretien de ruches :

« L'absolue nécessité d'un suivi permanent (trois ans minimum), puis d'un perfectionnement ». La formation initiale est réalisée par des experts d'Apiflordev (français ou locaux), reprise ensuite par des personnes ressources locales. Elle garantit ainsi la viabilité de la formation et le maintien du savoir-faire.

De l'activité de formation ponctuelle au cursus professionnalisant, tous les types de formation se retrouvent dans les microprojets. D'où l'importance de savoir identifier précisément le besoin initial et d'adapter la formation à la disponibilité des bénéficiaires, aux financements, aux possibilités d'insertion tout en accordant une attention particulière au choix des formateurs. L'appropriation des enseignements par les bénéficiaires se fera d'autant mieux qu'ils



auront eu la possibilité de choisir la formation. Cela est particulièrement vrai pour les formations traditionnellement attribuées à un genre (couture, coiffure, etc.).

L'IRAM précise que « la fonction d'accompagnement représente un intérêt particulièrement fort en termes d'élargissement des choix professionnels en travaillant sur les stéréotypes et par les pratiques d'orientation, notamment vers d'autres métiers que les métiers traditionnellement féminins ».

Kerstin SCHÖNAUER

Responsable de l'accès aux financements à l'AMP.



Construction de fours solaires en Bolivie - Association Macha K'Wayra.
© K. Schönauer

LE GENRE



Femmes guides de l'auberge dans le cadre du projet Auberge de La Moya porté par Ahuana. © Clara Chépeau

L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes est le cinquième Objectif de Développement Durable (ODD) fixé par les Nations Unies. En effet, dans tous les domaines de la société (emploi, éducation, santé, gouvernance), les femmes et jeunes filles sont discriminées. Pourtant, au-delà d'un droit fondamental de la personne, l'égalité entre les femmes et les hommes est un fondement nécessaire au développement équitable et durable des sociétés, qui doit s'appliquer tant dans le cadre des projets de développement qu'au sein des structures qui les portent. À travers des éléments de contexte et des témoignages de terrain, ce dossier propose d'aller plus en détails dans l'approche genre et développement.

Lutter contre les inégalités hommes-femmes

Une approche du genre dans les pratiques de développement

L'égalité entre tous les êtres humains est un droit fondamental promu par la Déclaration universelle des droits humains (1948). Pourtant, dans les faits, les femmes et les filles subissent encore de nombreuses discriminations partout dans le monde et ce dans les différentes sphères de la société (politique, culturelle, sociale, économique et professionnelle, privée et familiale).

Pourtant, l'évolution des relations entre femmes et hommes vers plus d'égalité est aujourd'hui reconnue comme un levier fort d'action pour un développement social et économique équitable et durable de nos sociétés, avec une importante capacité de répercussion positive sur tous les autres domaines du développement.

Quelles inégalités ?

Malgré des avancées indéniables ces dernières décennies vers un meilleur accès aux ressources et aux services de base pour les femmes et les filles, l'équivalence de droits n'est pas encore atteinte. À titre d'exemples, 70 % des personnes vivant avec un dollar par jour ainsi que 2/3 des personnes illettrées sont des femmes. Selon les chiffres des Nations Unies, 35 % des femmes dans le monde ont déjà subi des violences physiques ou sexuelles. Complémentaire de l'accès aux ressources, la notion de « contrôle » des ressources, symbolisée par l'accès à la propriété, la participation aux instances politiques et communautaires ou le droit à l'usage des revenus générés reste également un axe de mobilisation forte pour plus d'égalité. En effet, si les femmes produisent 50 % de la nourriture et 2/3 du travail mondial, elles ne gagnent que 10 % des revenus, n'obtiennent que 1 % des crédits et ne disposent que de 1 % de la propriété. Ces discriminations s'expriment de manière encore plus forte pour les femmes vivant en milieu rural. Une étude de la Food and Agriculture Organisation (FAO) en 2012 montrait que les femmes rurales passaient plus de temps que les femmes et les hommes urbains à la réalisation de travaux domestiques et ménagers, notamment les tâches quotidiennes, limitant de fait leurs opportunités d'emploi et l'accès aux ressources productives.

Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'égalité des genres permettrait d'obtenir 28 000 milliards de dollars, soit 26 % de hausse du PIB mondial en 2025.

Alors que les femmes, et les femmes rurales particulièrement, jouent un rôle clé dans l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des foyers et

des communautés, dans la génération de revenus et l'amélioration des moyens d'existence, elles restent confrontées à des contraintes structurelles persistantes qui les empêchent de jouir pleinement de leurs droits.

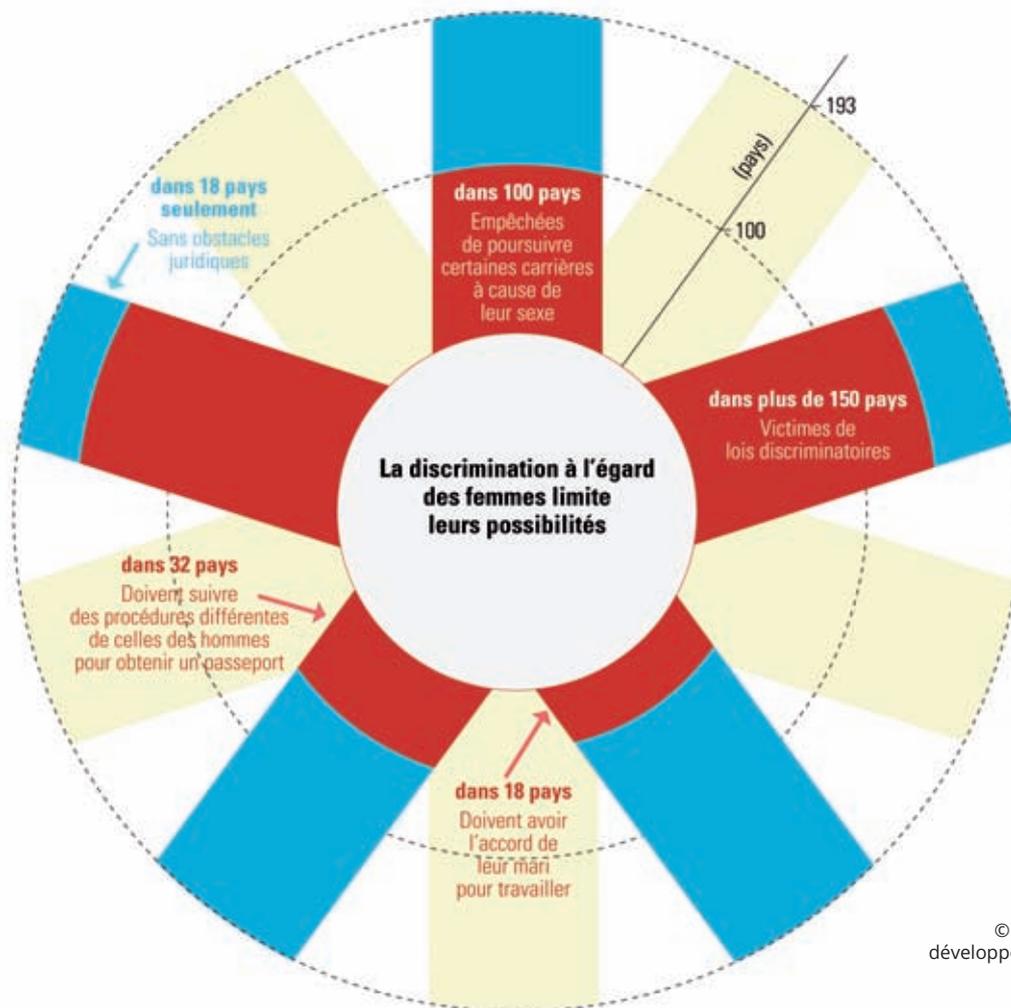
S'intéresser au genre : pourquoi ?

Les rôles et prérogatives attribués aux femmes et aux hommes sont le reflet de constructions sociales, politiques et culturelles, souvent véhiculées et reproduites depuis l'enfance au fur et à mesure des sphères côtoyées (familiale, scolaire, professionnelle, médiatique, etc.). Plus ou moins conscientes et visibles, ces idées reçues peuvent pourtant influencer l'identité de chaque individu et l'inciter à adopter des rôles conformes à ces représentations et à les reproduire autour de lui. En s'appuyant sur des représentations construites, les projets de développement peuvent alors implicitement et involontairement contribuer à reproduire ces inégalités. Pour changer ces automatismes et adapter les comportements aux évolutions de nos sociétés, il est nécessaire de les identifier et d'utiliser des outils spécifiques pour décrire la réalité en tenant compte des rôles affectés aux hommes et aux femmes.

« L'approche genre repose sur l'analyse et la remise en cause des processus qui différencient et hiérarchisent les individus en fonction de leur sexe. [...] Elle part du constat que les inégalités entre les femmes et les hommes sont construites par les sociétés (...) et remet alors en cause (c)es processus [...] et les discriminations qui en découlent » (Document d'orientation stratégique genre du ministère du Développement - 2007 et 2013). L'approche genre est ainsi un concept sociologique, qui analyse les rapports de pouvoirs entre les femmes et les hommes, un objectif, qui cherche à promouvoir l'égalité des droits, ainsi qu'un partage équitable des ressources et responsabilités. C'est aussi une méthodologie, qui produit une analyse comparée de la situation des femmes et des hommes tant d'un point de vue économique que social, culturel et politique. Elle est transversale et aborde tous les champs du développement.

L'intérêt croissant manifesté par les gouvernements et les acteurs de développement locaux et internationaux a conduit en 2014 à inscrire le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les constitutions respectives de 143 pays. Mais si ces concepts sont aujourd'hui admis, ils ne sont pas toujours compris et, de fait, mis en pratique.

Les discriminations à l'égard des femmes limitent leurs possibilités



© Rapport sur le développement humain 2016 - PNUD

Une approche genre et développement

En favorisant un meilleur accès aux services de base, la lutte contre la violence faite aux femmes, l'amélioration de l'accès au marché du travail et la participation des femmes à la bonne gouvernance ou la gestion des revenus d'une activité, les microprojets de développement ont un rôle à jouer pour contrer ces inégalités. Mais prendre en compte le genre n'est pas uniquement inclure des femmes dans une structure ou un pourcentage de femmes comme bénéficiaires d'une action ou d'un projet. Se questionner sur la nature et les implications de cette participation est également important et pour ce faire, une approche intégrant l'ensemble des acteurs est nécessaire. L'intégration du genre peut ainsi se faire à toutes les étapes du cycle de projet via, par exemple, le recours à des analyses qui rendent compte des différences entre hommes et femmes dans l'accès et le contrôle des ressources. Les résultats peuvent par exemple influencer les modalités de mise en œuvre des activités. L'égalité de genre n'est pas uniquement applicable aux projets mais doit aussi être questionnée dans le cadre des partenariats noués et dans la gouvernance des structures porteuses des projets (conseil d'administration, comité de pilotage, etc.).

Il est impossible de lutter contre toutes les inégalités en même temps. Toutefois, en apprenant à les identifier, il est possible de gagner en compréhension de ces articulations. En tenir compte dans ses paroles et ses actions permet d'éviter notamment des effets indésirables qui seraient produits par un changement brutal des pratiques, un acquis dans un domaine pouvant être limité par une perte dans un autre.

Il est important, à nos différentes échelles, de nous interroger sur notre approche du genre dans nos pratiques associatives et personnelles. En effet, c'est en contribuant à diffuser et expliquer ces notions que nous participerons de manière collective à faire évoluer les relations entre les hommes et les femmes vers plus d'égalité.

Clara CHÉPEAU

Responsable de l'Observatoire à l'AMP.

Pour aller plus loin, retrouvez plus de ressources sur le genre dans la médiathèque de l'Agence des Micro Projets, thématique « genre et droits humains »

<https://mediatheque.agencemicroprojets.org>

Accompagner la prise en compte des inégalités femmes-hommes

dans la coopération internationale en Bourgogne-Franche-Comté

À travers l'accompagnement quotidien des porteurs de projets, BFC International, réseau régional multi-acteurs (RRMA) de Bourgogne-Franche-Comté, constate que la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans une action de solidarité internationale n'est pas une démarche systématique.

La genèse

Pour répondre à cela, une réflexion a émergé à l'initiative de structures membres, suite au travail de recherche d'Evelyne Sagon, bénévole associative, réalisé avec l'appui du réseau, et intitulé « La coopération décentralisée : un levier pour la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes ».

Le groupe de travail « Genre et coopération internationale » fut ainsi créé en 2013 pour favoriser le dialogue et la mutualisation sur cette question. Il cible tous les acteurs et actrices concerné-e-s par l'approche de genre (associations, collectivités territoriales, institutions, entreprises), afin d'aborder non seulement les secteurs clés de la coopération mais aussi les champs politiques, économiques, culturels et sociaux. Les activités s'adressent en priorité aux acteurs et actrices de la coopération et solidarité internationale mais aussi à des acteurs stratégiques spécifiquement identifiés (bailleurs, élu-e-s, partenaires, jeunes, etc.). Se réunissant entre deux et cinq fois par an, c'est à la fois un espace de réflexion collective et de construction d'activités communes.

Des actions de sensibilisation et de formation

Le réseau BFC International met en place différentes actions avec l'appui du groupe :

- Des conférences, projections ou des temps d'information et d'échanges réguliers, organisés par le réseau et/ou le groupe de travail ;
- Des ateliers de sensibilisation participatifs, destinés à identifier les stéréotypes dans les représentations femmes/hommes, leur impact dans les projets ;
- Des journées de formation sur l'intégration du genre et la lutte contre les inégalités femmes/hommes ;
- Des événements d'ampleur régionale : en 2017, le Festival des Solidarités, coordonné en région par BFC International, avait pour thématique « Avec les Femmes du Monde ». Une tournée de treize dates d'une performance dessinée et

musicale « Les Migrantes » (compagnie Rodéo d'Âme), s'est tenue avec le soutien financier de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

L'intégration du genre dans les projets et les politiques publiques

L'action du réseau auprès des collectivités et des institutions bourguignonnes-franc-comtoises vise également à renforcer l'efficacité des politiques publiques de coopération et de solidarité internationale et tout particulièrement des appels à projets. Ainsi, un critère « égalité femmes/hommes » a été intégré en 2014 dans certains d'entre eux. Il encourage les porteurs de projets à véritablement s'interroger sur la place donnée aux femmes dans leurs démarches.

Une attention particulière dans le projet associatif du réseau

Le réseau intègre également la dimension de genre dans ses activités. Ainsi, le groupe « Genre et coopération internationale » conseille les administrateurs et administratrices de BFC International dans l'intégration du genre dans le plan d'action global de la structure.

BFC International travaille en étroite collaboration avec les autres RRMA. A ce titre, il est membre depuis 2013 de la « Plateforme Genre et Développement » du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères et participe à la révision des documents d'orientation stratégique, favorisant le lien entre orientations nationales et acteurs et actrices locaux.

Par ces actions, BFC International vise ainsi à renforcer la qualité des projets de coopération et de solidarité internationale en Bourgogne-Franche-Comté ainsi que les structures qui les portent.

Éléa BARDEAU

Chargée de mission, BFC International.



www.bfc-international.org

Des « femmes debout » à Brazzaville

La Maison des femmes de Baongo : un lieu de formation et d'échanges

Notre action en faveur des femmes est née de l'observation des marchés de Brazzaville, et notamment du marché Total, dans le quartier de Baongo. Là, des milliers de femmes travaillent tous les jours, dans des conditions souvent difficiles.

C'est la difficulté d'accès au financement que rencontraient les femmes qui nous a poussées à créer l'association Femmes d'Afrique, Femmes d'Avenir (75) en 2008, avec pour mission la distribution, sans condition de garantie, de microcrédits aux plus démunies. Mais les difficultés rencontrées par ces femmes dans la gestion quotidienne de leurs activités et les contraintes contradictoires dans lesquelles elles étaient enfermées entre gestion du budget familial et gestion de l'activité de vente nous ont amenées à ouvrir la Maison des femmes de Baongo, un lieu de professionnalisation et de formation pour les femmes vendeuses.

Pourquoi les femmes ?

Tout d'abord, les femmes, souvent chargées de famille, sont les plus nombreuses à mener des activités de vente sur les marchés. Ensuite, nous avons été interrogées par cet adage qui présente les femmes africaines, à Brazzaville comme ailleurs, comme courageuses et fortes. De fait, parmi les femmes que nous croisons, nombreuses sont très résilientes et d'une énergie formidable. Mais l'injonction « sois forte » impose beaucoup de pressions : toutes se doivent d'être à la hauteur – s'occuper de la famille, travailler davantage quand le compagnon ou le mari est absent, malade ou au chômage. Autant de pressions qui pèsent sur leurs décisions et les placent devant des problématiques qui leur sont propres.

Les femmes pauvres sur les marchés sont toutes différentes, parfois très jeunes, parfois âgées, parfois enthousiastes et entourées, parfois fragiles et isolées. Mais, dans la très grande majorité des cas, elles ne sont pas formées à ce métier de « vendeuse » qu'elles exercent, seul métier ouvert à toutes. Et, plus important, elles ne se considèrent pas comme des professionnelles et ne se présentent pas comme telles auprès de leur entourage.

Comment aider ces femmes à vivre mieux ? Comment leur permettre de reprendre confiance en elles-mêmes après plusieurs échecs ? Quelles ressources leur apporter pour qu'elles se considèrent comme des professionnelles et tendent à l'indépendance sur le plan économique ?



Françoise Batantou, directrice de la maison de Baongo et les femmes. © Fafa

Voilà les questions auxquelles nous tentons de répondre au sein de la Maison des femmes de Baongo, un espace de formation, d'échanges d'expériences, de soutien, un lieu dans lequel une communauté de « femmes debout » se développe et se renforce.

En quatre ans, soixante-quinze femmes en grande difficulté ont été formées par petits groupes. Lors de l'évaluation réalisée par notre équipe en avril 2017, 100 % des femmes ont déclaré que leur activité s'était développée et estiment que leur vie va mieux après la formation. Deux femmes sur trois considèrent que le confort de leur maison s'est amélioré. Quelques-unes ont acheté une parcelle de terrain.

Ce résultat est celui de notre équipe à Brazzaville, particulièrement engagée, maintenant soutenue par une communauté. L'intensité des discussions lors de certaines sessions, le fait que d'anciennes participantes reviennent apporter leur témoignage, encourager les nouvelles, témoignent de la manière dont les femmes s'emparent du lieu, et de l'importance d'avoir cet espace dédié à l'échange et à la formation.

Pour autant, la Maison des femmes de Baongo est un lieu ouvert à tous. Les hommes y sont les bienvenus, qu'il s'agisse de s'informer, de chercher des conseils ou simplement d'échanger. Ils sont aussi invités aux événements périodiques organisés par l'équipe (dont deux des quatre membres sont des hommes), événements au cours desquels le sujet de l'égalité homme-femme est omniprésent.

Marie OULION

Présidente Femmes d'Afrique, Femmes d'Avenir.

www.fafa-microcredit.com
maisondebaongo.org

Opérer pour rétablir l'égalité

Prise en charge opératoire et psycho-sociale des femmes victimes de fistule obstétricale

La santé maternelle est perçue quasi universellement comme une question féminine. Pourtant, l'accès aux services, la prise en charge des femmes enceintes et de leurs besoins lors du suivi des grossesses et de l'accouchement doivent être l'affaire de tous. Depuis dix ans, HumaniTerra International intervient pour améliorer l'accès aux soins chirurgicaux des populations les plus vulnérables et démunies. Soutenue par l'AMP en 2017, elle a choisi d'aller au plus près des femmes en inscrivant son action dans un réseau d'assistance à la fois médical et psycho-social, en partenariat avec les structures locales.

La fistule obstétricale une maladie particulièrement stigmatisante

La fistule obstétricale est un problème mondial, avec une forte prévalence en Afrique. Elle consiste en la formation d'une communication anormale entre la vessie et le vagin ou le rectum survenant à la suite d'une grossesse compliquée. Elle survient d'ordinaire pendant un accouchement prolongé, quand une femme n'obtient pas la césarienne requise. Cet accident obstétrical concernerait 5 000 000 de femmes dans le monde, dont 20 000 au Burkina Faso, principalement suite à des grossesses à risque. Les malades sont souvent mises au banc de la société, exclues par leur famille, générant un isolement social et économique. « Maladie de la honte », elle reflète le manque d'accès à l'information et aux infrastructures de santé pour certaines femmes et leur entourage, souvent déjà victimes de la pauvreté.

Une approche globale pour s'attaquer aux enjeux de genre

« Guérir une fistule, c'est réintégrer les femmes dans leur dignité personnelle, familiale et sociale. » HumaniTerra International a ainsi choisi d'associer à la réhabilitation des unités de prise en charge opératoire et des lieux de consultation au sein de l'hôpital de Boromo, un important volet de sensibilisation des femmes et des hommes en amont, sur les moyens de prévention. En aval, elle proposera à celles qui le souhaitent un accompagnement vers une réintégration dans le système économique.

Ces actions s'appuient sur le tissu associatif local dont l'Association pour la Recherche et la Formation au Développement (ARFOD), créée par de jeunes hommes de Boromo. Les intervenants vont ainsi



Chirurgiens d'HumaniTerra en action. © HumaniTerra

former les associations de femmes et les matrones au repérage des grossesses à risque (10 % des femmes) sur la base de critères simples afin de pouvoir les référer à l'infirmerie du canton. Les matrones sont un pilier important du système de prévention. En améliorant leurs conditions de travail, elles se révèlent de partenaires précieuses pour le suivi des grossesses. Les maris sont également associés afin d'accompagner la grossesse et assurer la bonne compréhension des conditions post-opératoires.

Des résultats encourageants mais encore insuffisants

Ce projet bénéficie du soutien des autorités et des populations. En effet, la majorité des femmes guéries réintègrent la communauté et le circuit économique, retrouvant le chemin d'une réhabilitation individuelle et sociale. D'anciennes malades sont ainsi mobilisées pour intervenir lors des phases de prévention.

Toutefois, avec une moyenne d'environ cent vingt opérations par an et un personnel qualifié en sous-effectif, il reste encore des efforts à fournir pour répondre à la forte demande. Si l'intervention chirurgicale répond aux besoins immédiats des femmes, le changement durable des mentalités et des pratiques ne sera possible qu'à travers la formation, l'information et l'implication de tous les acteurs, hommes et femmes.

Jean-Luc CHUZEL

Vice-président d'HumaniTerra International, responsable du projet médical au Burkina.

www.humani-terra.org

L' ENVIRONNEMENT



Menanpanda, la plus grande forêt du massif du Makay. © Naturevolution - www.evrardwendenbaum.com.

Le Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) estime que certaines conséquences du changement climatique ne pourront être évitées. Pour y faire face, deux types de mesures peuvent être mises en place : des mesures d'adaptation ou d'atténuation. Les secondes ont pour objectif de limiter les conséquences du changement tandis que les premières visent davantage une réduction de la vulnérabilité des systèmes écologiques, sociaux et économiques. Dans ce dossier sur l'environnement, vous découvrirez plusieurs témoignages d'associations ainsi qu'un outil offrant un large panel d'aléas naturels afin de les prendre en compte tout au long du cycle de gestion de projet.

S'adapter aux changements climatiques

Deux ans après la signature des accords de Paris lors de la COP 21, 15 364 scientifiques, de 184 pays, ont signé une tribune pour alermer sur les risques grandissants associés au réchauffement climatique. Si au niveau des États, il prévaut la mise en place de politiques dite d'atténuation, il semble malgré tout inévitable que certaines conséquences liées à la hausse des températures vont avoir lieu. Dans cette perspective et depuis plus de 30 ans, l'Agence finance des microprojets à la fois d'atténuation mais aussi d'adaptation aux changements à venir.



© ONU.org

Quels sont les risques du réchauffement climatique ?

D'après l'Organisation des Nations Unies et les diverses entités qui lui sont liées (OMS, FAO, UNESCO, IFPRI), les risques liés à une aggravation des tempé-

ratures sont nombreux et auront pour conséquence la dégradation de l'environnement. Les ODD ne pourront être atteints et l'ensemble de nos écosystèmes économiques et sociaux seront compromis.

Focus sur huit Objectifs de Développement Durable (ODD)



1 PAS DE PAUVRETÉ
Les réfugiés climatiques liés à la montée des eaux créeront de nouvelles zones de pauvreté. Plus de 250 millions de personnes passeront sous le seuil de pauvreté de 2 \$ par jour en 2100. Les risques de catastrophes climatiques impacteront davantage les populations vulnérables, renforçant leur précarité.



2 FAIM ZÉRO
La malnutrition infantile devrait augmenter de 20 % d'ici 2050 et plus de six cent millions de personnes seront en insuffisance alimentaire en 2080 dont plus de la moitié en Afrique Subsaharienne.



3 BIEN-ÊTRE
La dégradation de la qualité de l'air aurait pour conséquence une augmentation des maladies respiratoires ainsi que des problèmes de formation de fœtus. La fonte des glaces polaires pourrait libérer des molécules toxiques pour l'Homme.



6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Environ une personne sur dix est menacée par la montée des eaux. La probabilité que deux milliards d'individus en 2080 manquent d'eau potable est très élevée et cette dernière serait quasiment inutilisable pour l'irrigation agricole dans certaines zones du monde.



10 INÉGALITÉS RÉDUITES
Les inégalités continueraient de fortement progresser. La cause : une inégale répartition et accès aux ressources. On envisage plus de 160 millions de réfugiés climatiques directs et vulnérables.



14 VIE EN DESSOUS DE L'EAU
L'augmentation de la température des océans dégraderait les coraux ainsi que de nombreux écosystèmes aquatiques. L'ensemble des espèces sous-marines serait touché et les phénomènes maritimes tels que les cyclones, typhons, tsunamis seraient de plus en plus réguliers.



15 VIE TERRESTRE
Les impacts sur la biodiversité seraient catastrophiques notamment sur les mouvements migratoires. La dégradation des sols détruirait de nombreux systèmes sous-terrain et aurait pour double conséquence une réduction du rendement des sols.



16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
L'inégale répartition des ressources hydriques, énergétiques et alimentaires exacerberait les tensions entre les nations. Les populations déplacées notamment à cause d'un accroissement de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques graves pourraient accentuer les tensions entre et au sein des pays.

La lutte contre le changement climatique n'est donc pas un choix mais un devoir. Dans cette perspective, l'Agence des Micro Projets décide de financer des projets qui ne font pas le choix entre développement et climat mais qui associent les deux.

Développement versus Climat : les deux sont possibles

Les projets qui ont un impact positif sur l'environnement se positionnent principalement vers la préservation de la biodiversité, la gestion des écosystèmes et des ressources naturelles. Ce qui caractérise un microprojet de développement environnemental est qu'il ne se cantonne pas uniquement à la préservation des écosystèmes. En effet, un projet de replantation d'arbres a par définition un bilan carbone fortement négatif. C'est à dire qu'il capte davantage de gaz à effet de serre qu'il n'en rejette. Néanmoins, cela n'en fait pas un projet de développement. Il doit être envisagé dans une dynamique d'amélioration globale des conditions de vie en générant des revenus aux populations locales. En ce sens, les microprojets de développement environnementaux s'inscrivent à la fois dans une

logique d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Ils réduisent à la fois les émissions de gaz à effet de serre, préservent les milieux naturels et réduisent la vulnérabilité aux aléas climatiques. De plus, sachant qu'ils génèrent des ressources financières, ils participent donc à la réalisation de nombreux objectifs.

Dans le présent dossier deux associations témoignent : Envol Vert et Apiflordev. Elles présentent deux microprojets d'entrepreneuriat différents qui intègrent l'environnement au cœur de leur processus. Ces projets développent et ont un impact positif sur l'environnement.

Raphaël LUROIS

Chargé projet numérique à l'AMP.



© ONU.org

Le projet Noyer Maya et Élevage soutenable

Préserver les forêts tropicales sèches de Colombie

Envol Vert est une ONG franco-colombienne de préservation de la forêt et de sa biodiversité. Si replanter des arbres est un moyen de protéger la forêt cela ne suffit pas. C'est pourquoi l'association promeut le développement rural par des pratiques agricoles soutenables, le développement d'alternatives économiques à la déforestation et le renforcement des capacités collectives et de gouvernance des communautés locales.

Situé sur la côte Caraïbe, le projet Noyer Maya et Élevage soutenable vise à préserver les dernières forêts tropicales sèches de Colombie dont il ne reste que 8 % de la surface originelle. Il se développe avec des paysans sans terre afro-colombiens en partenariat avec un grand propriétaire terrien d'exploitations bovines.

Pour stopper la déforestation, il faut en comprendre les motivations économiques et proposer des alternatives. En 2014, le charbon de bois extrait des forêts était la seule ressource des paysans sans terre. Les accords informels passés avec le propriétaire terrien leurs permettaient d'exploiter la terre (parcelles de forêt) seulement pendant deux ans puis de la restituer sous forme de pâturage, empêchant tout système agricole durable et générant des pratiques insoutenables pour l'environnement. Les accords passés dans le cadre du projet établissent un fermage de cinq ans minimum. Une fois les parcelles sécurisées, des systèmes agroforestiers sont mis en place pour améliorer le rendement et la durée de culture et renforcer la sécurité alimentaire des agriculteurs.

De la prise de conscience à la création d'une association

Si les paysans se sont rapidement appropriés le projet, changer profondément les pratiques (supprimer l'abattis-brûlis et les intrants chimiques) demande un processus bien plus long. Pour ce faire, nous avons réalisé de nombreuses formations pratiques et visité d'autres projets d'agro-écologie. Les producteurs ont alors décidé avec notre appui de créer l'association paysanne de Los Limites (ASOCALIM) avec pour souhait la vente des produits organiques qu'ils ont appris à fabriquer et à terme devenir formateurs en agroforesterie. L'ASOCALIM leur apporte également un esprit de collectivité retrouvé et de fierté pour vendre et travailler ensemble.



Parcelle agroforestière et quelques graines de noyer maya transformées.
© D. TARRIER

La magie du Noyer Maya pour de meilleurs revenus

Le Noyer Maya fait figure d'arbre miraculeux. Cet arbre natif de la côte Caraïbe donne des noix comestibles pour l'homme et exploitables comme complément alimentaire, notamment dans la farine, offrant de riches apports nutritionnels. La valorisation du Noyer Maya permet également de récupérer un savoir-faire ancestral. Les fruits produits, une fois transformés en confitures, sont vendus localement. A cela s'ajoute le développement de l'agro-tourisme. Ainsi les revenus générés peu à peu permettent de limiter le recours à la production de charbon de bois. C'est le leitmotiv d'Envol Vert, une forêt a plus de valeur « sur pied » qu'exploitée pour son bois.

Vous l'aurez compris, préserver la forêt va bien au-delà de la simple action de plantations d'arbres. Elle s'inscrit dans un schéma de relations complexes liant les enjeux de subsistance économique, la question foncière, la structuration sociale des communautés et la conscientisation des producteurs à la protection des forêts. Elle mobilise un grand nombre de compétences et de matériels, parfois insoupçonnés. C'est la raison pour laquelle Envol Vert a créé l'outil de sensibilisation numérique, « Derrière les arbres » pour montrer comment pelles, brouettes, mais aussi piles, mules et hamacs contribuent à la reforestation !

Axel BOYON

Responsable partenariats.

www.envol-vert.org
<https://derrierelesarbres.fr>

Apiflordev

Une association à l'aise avec le miel

Apiflordev est une association française de solidarité internationale, créée en 2003. La volonté de ses fondateurs : réaliser des projets de développement durable en apiculture et en reboisement. La pollinisation des fleurs par les abeilles répond à leurs attentes. Peut-on citer une autre activité économique qui restaure les ressources naturelles ?

Les objectifs d'Apiflordev se précisent : lutter contre la déforestation, sensibiliser les apiculteurs sur l'intérêt de maintenir une biodiversité végétale garantissant de bonnes récoltes, apporter des revenus complémentaires aux familles, garantir une nutrition plus équilibrée -en particulier faire profiter aux enfants des bienfaits reconnus du miel- et contribuer au développement social local en adaptant chaque projet au contexte local.

Après plusieurs missions terrain dans le Congo Central, Apiflordev lance en 2015 un projet : Kasangu. La proximité de la capitale a entraîné une déforestation massive. Il en résulte une perte de biodiversité importante et des terres peu exploitées malgré le potentiel immense en agriculture vivrière. La sécheresse est accentuée par le réchauffement climatique planétaire, d'où une baisse de production du miel.

Reforestation, biodiversité et développement

L'objectif général du projet : encadrer, former et acheter du matériel à destination des apiculteurs du territoire. Le projet vise au total cinquante hommes et femmes. Parmi eux, certains sont déjà apiculteurs, d'autres, notamment des femmes et des jeunes sans emploi, souhaitent s'initier à ce métier.

L'ensemble des villages où habitent les apiculteurs, les revendeurs et les consommateurs du miel, les artisans locaux et les agriculteurs sont des bénéficiaires du projet. Apiflordev assure la formation opérationnelle apicole des adhérents de l'association locale partenaire et s'engage à fournir les conseils techniques.

Le choix de l'arboriculture répond au souci de faciliter le travail des abeilles qui bénéficieront d'une multitude de fleurs à butiner sur le site. Cela favorisera la production de miel et des autres produits de la ruche, notamment le pollen dont les bienfaits pour la santé sont prouvés.



Deux futures apicultrices. © Apiflordev

Chaque apiculteur est aujourd'hui un militant des principes d'agroforesterie avec un mode d'exploitation des terres agricoles associant la sauvegarde et la plantation d'espèces mellifères.

Les apiculteurs et ses voisins agriculteurs pourront, grâce à l'intense travail des abeilles et à la pollinisation, voir leur production fruitière augmenter de 20 à 40 %.

Les projets d'Apiflordev visent à générer des revenus par le renforcement des activités apicoles. Si ces dernières garantissent des moyens d'existence sûrs pour de nombreuses populations, pour autant, leur développement ne nuit pas aux ressources naturelles de base, bien au contraire. Les abeilles sont utiles pour les arbres et les arbres sont utiles pour les abeilles. Sans les abeilles, la biodiversité ne serait pas aussi grande.

www.apiflordev.org

ThinkHazard!

Un outil pour anticiper et améliorer la résilience de vos projets aux changements climatiques

L'aggravation des risques de catastrophe et des risques climatiques impactera les projets de solidarité internationale à travers le monde. La gestion de potentiels impacts, tant en amont du projet qu'une fois réalisé, doit être prise en compte le plus tôt possible afin d'améliorer la résilience des projets et ainsi les rendre pérennes.

Le Fond Mondial de Réduction des Risques de Catastrophes et de Résilience (GFDRR) a développé, en partenariat avec de nombreuses institutions, un outil pour identifier le degré d'exposition aux changements climatiques des projets : « ThinkHazard! ». Cette application en ligne a déjà plus d'une année d'existence. Elle compile les données et informations de onze aléas naturels (séismes inondation urbaine et côtières, crues, glissement de terrain, tsunami, éruption volcanique, cyclone, pénurie d'eau, chaleur extrême et feu de forêt). Au-delà de déterminer les risques potentiels d'exposition de votre projet à des catastrophes naturelles, l'application web vous informe sur les mesures correctives et adaptatives que vous pouvez mettre en place afin d'accroître la résilience de vos projets.

Des solutions en cas d'inondations

Par exemple, WEEECAM est un projet de La Guilde. Son objectif : la mise en œuvre au Cameroun d'une activité soutenable et reproductible de collecte et traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) notamment via l'installation d'un système de collecte dans les villes, grandes zones urbaines, et dont les ateliers de traitement se situent à Yaoundé, la capitale et bientôt à Douala.

Les aléas naturels dans la région du Centre sont globalement faibles. La région de Douala, quant à elle, fait davantage face à des risques comme les crues. Les inondations, potentiellement liées, sont donc à prendre en compte. Après identification des risques, l'application propose des recommandations sur la gestion des crues. L'une des solutions proposées : déplacer le projet en zone moins risquée - rarement faisable surtout lorsque le projet est déjà en cours. ThinkHazard! propose alors d'autres possibilités comme « l'élimination des surfaces imperméables ou l'installation de protections contre les inondations sur le site ou au niveau du bassin versant en amont ».

L'open data au service du développement

Thinkhazard! fonctionne grâce à des dizaines de bases de données (en libre accès). Elle fournit des informations afin que vous puissiez adapter vos projets et les rendre non seulement plus résilients aux aléas climatiques mais aussi plus pérennes. Cet outil est amené à évoluer au fur et à mesure que les données seront accumulées. N'hésitez donc pas à le consulter régulièrement afin de voir si les risques climatiques dans la zone de votre projet évoluent.

Raphaël LUROIS

Chargé projet numérique à l'AMP.

<http://thinkhazard.org/fr/>



Éruption volcanique	Élevé	
Crue	Modéré	
Inondation urbaine	Modéré	
Inondation côtière	Modéré	
Chaleur extrême	Modéré	
Feu de forêt	Modéré	
Tsunami	Faible	
Séisme	Très faible	
Cyclone	Très faible	
Pénurie d'eau	Très faible	
Glissement de terrain	Très faible	
Feu de forêt	Modéré	
Inondation urbaine	Faible	
Chaleur extrême	Faible	
Crue	Très faible	
Inondation côtière	Très faible	
Séisme	Très faible	
Cyclone	Très faible	
Pénurie d'eau	Très faible	

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES



© D.R.

Les énergies renouvelables sont plébiscitées de plus en plus et depuis de nombreuses années. Cette thématique devient de plus transverse avec celles de l'aide au développement : l'eau, la santé, l'agriculture et l'éducation.

Comment se développent ces projets, comment les énergies renouvelables sont en synergie avec les nouvelles technologies et le numérique ?

Découvrez dans ce dossier un témoignage de l'association Projets solidaires qui pilote différents projets au Sénégal et au Burkina Faso. L'objectif : remplacer le bois et le charbon de bois dans la cuisson des aliments par des combustibles fabriqués à partir de déchets végétaux, pour lutter contre la déforestation, tout en développant l'économie locale. C'est le défi que les différents acteurs de ces projets se sont fixés.

Damien Ricordeau, président de Finergreen, répond à une interview sur le potentiel des projets d'énergies renouvelables et l'importance des microprojets sur cette thématique.

L'Agence des Micro Projets et les énergies renouvelables

Depuis 2015 et la COP 21, l'AMP organise un appel à projet « énergies renouvelables » en partenariat avec le fonds Synergie Solaire

Les énergies renouvelables (EnR) sont de plus en plus plébiscitées dans le monde et les microprojets ne dérogent pas à cette tendance. En 2018, l'AMP soutiendra à nouveau les EnR avec un appel à projets spécifique. Depuis 2015, ce sont plus de cent trente projets soutenus qui intègrent les énergies renouvelables et souvent en synergie avec une thématique transverse comme la santé, l'agriculture, l'éducation ou l'entrepreneuriat.

Des appels à projets qui permettent aux associations de porter des projets disposant d'un volet EnR ou d'une implantation dans une deuxième phase d'un projet existant qui permettrait par exemple de passer d'une énergie polluante à une « verte ».

Ces microprojets, comme ceux des autres sessions de l'AMP doivent publier un bilan dès la mise en fonction du projet et peuvent être évalués par les équipes de l'AMP ou des évaluateurs externes.

L'énergie renouvelable devient non seulement un volet du projet avec une véritable valeur ajoutée mais aussi un savoir-faire local qui permet aux communautés d'acquérir des compétences dans l'implantation et la gestion des EnR.

Les facteurs qui font que les énergies renouvelables sont de plus en plus plébiscitées sur les microprojets sont nombreux : l'alimentation en énergie permet de nombreuses activités, l'utilisation d'outillage, l'accès à la lumière, la recharge des téléphones mobiles et



Boulets Yaakaar, fabriqué au Sénégal, à partir de coques d'arachides et d'argile et fourneaux adaptés à ces biocombustibles. © Projets solidaires.



Fourneaux adaptés aux Boulets Yaakaar. © Projets solidaires

de plus en plus les activités génératrices de revenus liées directement à la vente de l'énergie. Les coûts sont aussi une des grandes raisons du déploiement des EnR : ils ont baissé de plus de 60 % lors des cinq dernières années en Afrique de l'Ouest. Enfin la disponibilité du matériel qui est désormais largement assuré.

Les énergies renouvelables en synergie avec les microprojets et le numérique

Grâce aux nouvelles technologies et au déploiement d'un écosystème numérique depuis 2014 à l'Agence des Micro Projets il nous est désormais possible d'analyser de manière pointue les données issues des projets menés en Asie, Amérique du Sud et en Afrique. Comment ? Grâce à une plateforme internet de pilotage de projets qui permet de suivre les données selon le cycle de vie du projet et de rendre publiques ces informations.

Des chiffres qui valorisent les énergies renouvelables

La cartographie, les coûts, les thématiques mais aussi les devis souvent fournis en pièces-jointes ainsi que les schémas techniques prouvent que les énergies renouvelables sont présentes dans plus de 65 % des dossiers soumis et que si ce n'est pas le cas 10 % d'entre eux souhaitent les installer dans une deuxième phase.

Le potentiel des énergies renouvelables n'est plus à démontrer. Cette thématique est aujourd'hui présente dans une majeure partie des thématiques de l'aide au développement : la santé, l'eau, l'éducation et l'agriculture.



HydroPower. © D.R.

Les thématiques sont donc transverses et c'est un point fondamental à développer dans nos approches pour conseiller les structures porteuses de ces projets.

Comme l'explique Jeremy Rifkin dans son ouvrage, intitulé « *La troisième révolution industrielle* », les énergies renouvelables franchissent aussi un nouveau cap de développement avec le numérique et des systèmes de plus en plus intelligents. Il évoque des approches industrielles de villes intelligentes mais aussi les *low tech* et les microprojets portés par des communautés et répliqués par milliers ou millions. Ces microprojets que nous soutenons depuis plus de trente-quatre ans nous les connaissons bien et leur rapidité à se mettre en place ou leurs modularités ne sont pas leurs seuls atouts, les synergies entre les thématiques sont aussi de plus en plus mises en avant.

Nous le constatons et le mettons en avant dans le documentaire qui a été réalisé au Togo : un dispensaire développe une chaîne du froid avec du stockage d'énergie issu du photovoltaïque ou encore une médiathèque propose des activités inédites et innovantes aussi avec l'énergie solaire.

Des innovations techniques et numériques en perpétuelle évolution

Il faut distinguer les technologies techniques comme les nouveaux panneaux solaires et surtout les batteries qui permettent dorénavant de mieux stocker l'énergie de l'innovation numérique qui est d'allier la techni-

que au digital comme par exemple le « *pay as you go* » qui signifie littéralement « paiement à la demande » et qui est véhiculé par les smartphones.

La puissance du développement du numérique impacte directement les microprojets et les énergies renouvelables. 95 % des données locales passent par les smartphones, que ce soient des devis, des chiffrages, des plans, des photos, des produits, des installations de sites, de la cartographie ou des échanges de contacts.

Les technologies utilisées sont diverses comme les messageries instantanées de type Messenger ou Whatsapp, les réseaux sociaux avec les trois grands géants Facebook, LinkedIn et Twitter et bien sur Google qui trône à lui seul 90 % des recherches d'informations sur Internet. Ces technologies ne sont pas l'avenir mais le présent et les informations sur les projets d'énergies renouvelables sont plébiscitées sur Internet : actualités, techniques, rapports, commandes de matériels, études, fournitures, témoignages... Une archive vivante des EnR est en place dans l'écosystème numérique par le biais de l'internet qui se démocratise dans les pays en voie de développement.

C'est l'ensemble des acteurs qui en profite mais à différentes échelles. Les particuliers qui utilisent des nanos projets avec des solutions parfois considérées comme temporaires. Les microprojets qui touchent des communautés plus importantes comme des villages avec plusieurs milliers d'utilisateurs avec des objectifs et perspectives d'autonomisation des



Fabrication des briquettes de coques d'arachide, au Sénégal, et fourneaux adaptées à ces biocombustibles. © Projets solidaires

projets. Et de plus grandes infrastructures qui diffusent l'énergie à différentes communautés d'utilisateurs.

La bancarisation poussée par le compte en banque mobile, les utilisateurs d'EnR directement bénéficiaires

C'est un des autres aspects vertueux qui lie X technologies : les opérateurs télécoms, le mobile et ou le smartphone et la bancarisation.

En effet développer des réseaux permettant aux populations d'acquérir de l'énergie verte nécessite de les connecter à différents processus. Par exemple, quels modèles économiques permettant de rendre pérennes les projets ? Quelles solutions adaptées aux usagers pour consommer de manière efficiente cette énergie ? Quels coûts selon les régions, les pays et les pouvoirs d'achats des communautés bénéficiaires ?

Le *mobile money* ou compte en banque sur mobile semble représenter une solution viable aussi bien en *mini grids* (petit réseaux) qu'en *off grid* (en dehors du réseau) et nous n'aborderons pas ici les réseaux publics qui hélas ne répondent pas encore aux besoins des populations isolées, en milieux ruraux ou qui ne bénéficient pas d'accès à l'énergie.

Concrètement des alternatives se transforment en solutions massives pour développer des micro-projets alliant les EnR et le fait de « consommer à la demande ».

Différentes initiatives modulables pour différentes communautés

D'autres systèmes permettent de répondre aux besoins des régions les plus isolées comme les produits développés par l'entreprise bordelaise Sunna Design. Le fondateur, Thomas Samuel, a créé une chaîne de montage couplée à un bureau de recherche pour construire des mâts au sommet desquels sont installés des panneaux photovoltaïques équipés de lampes ultrarésistantes et étanches.

Ces mâts, placés au cœur de villages isolés, diffusent la lumière gratuitement pour que la vie sociale se prolonge après la tombée du jour. Le numérique et particulièrement le smartphone jouent un rôle fondamental en permettant aux personnes de connecter une box au mât et d'avoir, ainsi, l'électricité dans leurs logements. Le paiement du courant se fait directement par mobile monnaie sur les smartphones inclus dans le pack ! 100 % des usagers sont satisfaits. Pour les villages, le smartphone est désormais l'outil de gestion de la lumière et donc de la vie.

Une économie verte en synergie avec le numérique et le développement

Les économistes du monde entier regardent aussi avec stupeur le Kenya se targuer d'avoir 40 % d'énergie verte et d'être le leader mondial de la banque sans fil. Ainsi, chaque jour, 2,5 millions de transactions sont effectuées sur mobile avec la solution de Vodacom M-Pesa !

Les Kenyans peuvent payer leurs factures d'électricité sur smartphone, envoyer de l'argent à leurs enfants et faire livrer des kits solaires dans tout le pays. Payer en *cash* sera bientôt considéré comme obsolète. Ajouter à cela la sécurité qu'apportent les transactions par mobile et la nouvelle norme de cette économie dans laquelle 70 % des transactions, en 2016, sont informelles et on obtient la recette miracle d'une croissance pour de nombreux secteurs.



Au Burkina Faso, fabrication (à l'aide d'une presse motorisée) des buchettes de tourteau de kartaé. Cuisson à l'aide ce biocombustible. © Projets solidaires

Impact économique

- ✓ Réduction du budget énergie
- ✓ Création d'emplois
- ✓ Renforcement de capacités



Impact Social pour les femmes et les enfants

Réduction

- ✓ des émissions de fumées toxiques
- ✓ du temps passé à chercher du bois
- ✓ du temps passé à cuisiner



Impact environnemental

Réduction

- ✓ des émissions des Gaz à Effet de Serre
- ✓ de la déforestation



Nord et Sud CO2 de s'engager !



Impacts et contributions aux ODD
des projets de développement de biocombustibles des Projets solidaires.
© D.R.

L'économie est directement impactée par ces nouveaux usages dématérialisés et la captation des données, ou *Big Data*, permet de mieux servir les usages en débits, accès et services. La géolocalisation des usagers permet, par exemple, de faire livrer un produit commandé en ligne ou de le payer en ligne selon la région ou le pays. Mais il est aussi possible de faire géo-localiser la livraison avec des codes fournis par Google, permettant ainsi de contrer le fait que les rues africaines ne portent quasiment jamais de nom.

Souvent vue par les médias comme une région de famine et de pauvreté, l'Afrique de l'Est se développe grâce aux énergies vertes. L'Éthiopie impressionne avec son barrage sur le Nil et sa production d'énergie hydraulique qui alimente l'ensemble du pays, mais elle est aussi fière d'avoir une des plus grandes compagnies aériennes du monde faisant de sa capitale, Addis-Adeba, un *hub* aérien du continent. La ville est aussi reconnue dans le monde entier pour l'utilisation de l'énergie électrique. Son métro, inauguré en 2016, est un des plus confortables et modernes du monde !

Aujourd'hui, l'effet conjugué du ralentissement économique dans les pays du « Nord » et la forte croissance économique dont jouissent de nombreux pays africains attirent de plus en plus les investisseurs privés. Ceux-ci considèrent dorénavant l'Afrique

comme une terre de perspectives économiques et passent progressivement d'une logique de donation à une véritable logique d'investissement. Progressivement car, paradoxalement, les porteurs de projets peinent encore à trouver des fonds. Ainsi, le développement de nombreuses centrales d'énergies renouvelables avance trop lentement, quand bien même la faisabilité et la rentabilité des projets semblent parfaitement assurées.

L'Agence Française de Développement, partenaire de l'AMP, met aussi le cap sur les EnR

Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement, et Pierre-René Lemas, directeur général de la Caisse des dépôts, ont annoncé, à l'occasion de leur premier déplacement conjoint en Afrique de l'Ouest, la création d'un véhicule commun d'investissement dans les infrastructures doté de six cent millions d'euros de fonds propres. Par effet de levier, cela permettra de réaliser des investissements de l'ordre de six milliards d'euros dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement, des télécoms, de la santé et de l'éducation.

Thierry BARBAUT

Responsable numérique et communication.

Interview de Damien Ricordeau

Fondateur de Finergreen et administrateur de La Guilde



© Th. Barbaut

Damien Ricordeau, Finergreen est une société de conseil spécialisée dans l'ingénierie financière des projets d'énergies renouvelables (EnR). Quel est le potentiel dans les pays en voie de développement ?

D. R. : Le potentiel est considérable. Si l'on prend l'exemple de l'Afrique, près de la moitié de la population n'a pas accès à l'électricité. Or, l'énergie renouvelable est par nature une énergie décentralisée dont on peut avoir accès dans les milieux les plus reculés : on trouve du soleil et du vent partout sur la Planète ! C'est un avantage considérable par rapport aux énergies conventionnelles (gaz, pétrole, etc.) qui sont parfois déplacées sur des milliers de kilomètres.

Quels sont en Asie, Amérique du Sud et surtout en Afrique les énergies renouvelables les plus plébiscitées et pourquoi ?

D. R. : Les énergies renouvelables n'exigent pas le déploiement d'importantes infrastructures électriques généralement très coûteuses. Les États de ces régions peuvent ainsi favoriser le développement de mini-réseaux électriques dits « *mini-grid* » ou systèmes de consommation hors réseau dits « *off-grid* » qui sont beaucoup moins chers à mettre en place.

Les microprojets, à la différence des plus grands projets, disposent de deux atouts particuliers, ils sont rapides à mettre en place et modulables. Pensez-vous que c'est un avantage pour déployer les EnR ?

D. R. : Oui, le monde de demain sera différent ! À la place d'un unique producteur d'électricité qui produit pour toute une population, le monde sera fait de multiples petits producteurs d'électricité locaux qui auto-consommeront leur production. Les microprojets EnR sont ainsi à l'origine d'un cercle vertueux !

Pour une entreprises comme la votre qui soutient un appel à projet dédié aux EnR, quels autres services ou types de partenariats pourriez-vous apporter ? Mécénat de compétences, parrainage de projets ?

D. R. : L'idée est effectivement de pouvoir apporter bien plus qu'un soutien financier. C'est pour cette raison que nous avons décidé cette année d'envoyer deux salariés tirés au sort lors de notre dernier séminaire. Ils vont venir appuyer l'association locale dans la gestion du projet, sa construction (il s'agit d'un projet de briquettes au Sénégal) et vont aussi pouvoir réaliser une évaluation de l'impact du projet pour les populations locales, ce qu'on oublie souvent mais qui est très important à réaliser.

Force est de constater que les EnR sont inclus dans quasiment toutes les thématiques de l'aide au développement : santé, éducation, agriculture, les perspectives semblent immenses ?

D. R. : Tout a fait ! Je dirais que les EnR sont un catalyseur car ils sont indispensables pour assurer la réussite des autres thématiques de l'aide au développement. À titre d'exemple, le solaire va permettre de générer de l'électricité suffisante pour alimenter un réfrigérateur pour le stockage des médicaments ou encore un système d'adduction d'eau indispensable à l'agriculture.

L'agence des Micro Projets devrait-elle inclure dans son cadre logique de dépôt de projets une section dédiée aux énergies renouvelables ?

D. R. : Oui, cela pourrait non seulement aider les porteurs de projets mais aussi répondre à des critères plus précis sans freiner l'innovation et l'ingéniosité des acteurs !

Enfin, le microprojet qui dispose d'un volet EnR devient-il une passerelle pour sensibiliser les bénéficiaires aux avantages de ces énergies afin de déployer ensuite de plus grands projets ?

D. R. : Très clairement, les microprojets permettent de tester de nouveaux concepts à petite échelle et avec des moyens limités avant de les déployer plus largement. Encore une fois, ce sont des vrais catalyseurs du développement de ces régions du monde !

Du feu sans bois

Biocombustibles en Afrique de l'Ouest

Remplacer le bois et le charbon de bois dans la cuisson des aliments par des combustibles fabriqués à partir de déchets végétaux, pour lutter contre la déforestation, tout en développant l'économie locale, c'est le défi que s'est fixé l'association Projets solidaires avec ses partenaires au Sénégal et au Burkina Faso. Carine Sztark-Philippon, vice-présidente de l'association nous en parle.

L'accès à l'énergie est une problématique cruciale en Afrique de l'Ouest, où le bois reste la principale source d'énergie pour la cuisson des aliments.

L'approvisionnement en bois entraîne l'épuisement des ressources naturelles et la dégradation des conditions de vie des populations. De plus, le bois représente un poids important dans l'économie des ménages.

L'utilisation de biocombustible, associée à celle de fourneaux adaptés efficaces, permet de supprimer le bois et le charbon de bois dans la cuisine, donc de lutter efficacement contre la déforestation et le changement climatique. Elle permet également d'améliorer les conditions de vie locales en réduisant le budget consacré à l'énergie domestique, en diminuant les fumées toxiques pour la santé et en créant des emplois locaux, facteur de lutte contre l'exode rural.

« Aider nos partenaires à se passer de l'aide »

L'objectif est également d'autonomiser les acteurs en s'appuyant sur les principes de l'entrepreneuriat social. Il s'agit d'« aider nos partenaires à se passer de l'aide », en prenant en compte la pérennité sous toutes ses dimensions (économique, organisationnelle, technique, environnementale).

Développer les énergies renouvelables par une approche entrepreneuriale permet, de manière durable, de lutter contre la déforestation et de créer localement des activités génératrices de revenus.

Changer les habitudes

Développer des biocombustibles nécessite de trouver la biomasse locale (déchets végétaux n'ayant pas d'autres usages) disponible en quantité suffisante, puis de mettre au point un processus de fabrication

afin d'obtenir un produit d'une efficacité comparable à celle du bois. La conception de fourneaux adaptés efficaces est primordiale pour améliorer la combustion.

Afin de pouvoir diffuser le produit, il importe que le prix de vente soit incitatif tout en préservant l'équilibre économique des activités de fabrication et de distribution. Cette approche entrepreneuriale ne fait pourtant souvent pas partie des habitudes des partenaires locaux, qui sont, la plupart du temps, des structures associatives.

Le changement d'habitude induit par l'introduction des biocombustibles et des fourneaux adaptés ne doit pas être négligé, car il peut être un frein au développement du produit.

Nous avons fait ces expériences au travers de nos projets au Burkina Faso et au Sénégal.

Au Burkina Faso, nous développons des buchettes de tourteau de karité, fabriquées à partir d'une presse motorisée, adaptée d'une presse conçue par l'entreprise familiale sénégalaise Brades.

Au Sénégal, nous avons renforcé une filière existante de biocombustible composé de coques d'arachide et d'argile. Ce produit présentant des inconvénients (pouvoir calorifique sensiblement plus faible que le bois, volume important de cendres, fumée à l'allumage, nécessité d'être formé à l'utilisation du biocombustible), nous allons maintenant développer des briquettes de coques d'arachide fabriquées à partir d'une presse industrielle au travers d'un partenariat avec l'entreprise gambienne Greentech. Nous allons également renforcer les capacités « entrepreneuriales » de notre partenaire local.

La pérennité passe par la prise en compte de la qualité du produit, la dimension culturelle, le modèle économique et organisationnel et le renforcement de capacités du partenaire local.

Carine SZTARK-PHILIPPON

Vice-présidente de l'association Projets solidaires.

www.projets-solidaires.org

Missions d'évaluation des microprojets

Rwanda et Burundi – Octobre-Novembre 2017

C'est la première fois que l'Agence des Micro Projets se rendait dans ces deux pays où, hélas, il y a peu de projets soutenus. Un objectif d'évaluation, de rencontres mais aussi de communication sur le rôle de l'AMP.

Formation aux métiers de l'artisanat du quartier SAB à Bujumbura au Burundi (Pain et Eau pour l'Afrique)

Soutenu en 2009, c'est le projet le plus ancien de cette mission. Situé à 5 kilomètres de Bujumbura, il a été repris par une nouvelle cheffe de projet, qui l'a fait évoluer au fil des années en « centre de protection de l'enfance ». Il accueille aujourd'hui 120 enfants en primaire et 86 en maternelle. Les classes sont en cours de réfection avec des bâtiments en dur et des activités d'élevage ainsi que des ateliers de couture sont en place. Une nouvelle cantine, en construction, doit ouvrir en décembre 2017.

Lutte contre la malnutrition au Burundi (Antenna Technologies France)

Portant sur la construction d'une ferme de spiruline et d'un laboratoire de transformation pour la commercialisation, ce projet est, hélas, aujourd'hui en échec. La culture de spiruline est complexe et nécessite un suivi important. Des problèmes de production, de législation et de gestion, aggravés par les troubles politiques que connaît le pays depuis 2015, ont finalement conduit l'Etat à fermer le site. Il était important de se rendre sur place pour constater l'état des infrastructures et tenter de comprendre avec les partenaires locaux les raisons de cette situation.

Renforcement du Centre Information Jeunesse et Multimédia (À Portée de Mains)

Doté en 2017, ce projet vise à développer le centre. L'installation des systèmes photovoltaïques est en cours et la mise en place de la salle d'enregistrement est quasiment terminée. Les jeunes sont systématiquement présents et accompagnés par le personnel par des conseils et de l'appui mais aussi techniquement. Il a été possible d'assister à une chorégraphie d'un groupe de jeunes danseurs bénéficiaires du centre.

La mission s'est poursuivie au Rwanda avec des projets sur des thématiques d'agriculture, d'eau et de cuiseurs améliorés.



© Th. Barbaut

Mise en place d'une coopérative agricole (Solidarité Finistère Rwanda)

La coopérative, localisée à Rwamagana, à l'est de Kigali, est actuellement pilotée par 35 femmes qui produisent plusieurs centaines de kilos de maïs par an. La première année, une mauvaise saison et les intempéries, qui ont empêché un stockage efficace de l'eau, ont donné de faibles revenus. Les 4 ha communs permettent de rapprocher les champs des habitations des femmes mais aussi de produire plus. L'expérience des années précédentes a payée et de 350 000 francs rwandais de bénéfices annuels les femmes sont désormais à 4 millions.

Récupération de l'eau de pluie versus culture de la misère (Rwanda main dans la main)

A l'extrême nord du Rwanda, près des frontières de la Tanzanie et de l'Ouganda, le projet consiste à la mise en place d'un réseau de 100 citernes de 2 000 à 3 000 litres d'eau selon les besoins. L'objectif : apporter une solution au manque d'eau de cette région beaucoup plus aride que le sud et où l'alimentation en eau n'est pas effective. Une étude préalable avait permis d'identifier les familles bénéficiaires avant le déploiement.

Canarumwe, cuit avec un seul morceau de bois (Enfants du Rwanda)

Les CBE ou « Cuiseurs à Bois Économique » fonctionnent avec deux morceaux de bois (et non un), réduisant ainsi la consommation et le coût de la matière première. Les familles bénéficiaires participent activement puisque certains hommes, soudeurs, assemblent les pièces du CBE selon le modèle établi grâce au métal acheté. Les cuiseurs sont ensuite commercialisés sur différents points de vente dans Kigali par les femmes.

Thierry BARBAUT

Responsable numérique et communication.

Équateur et Colombie - Juillet 2017

Les missions d'évaluation sont un outil essentiel de l'Agence des Micro Projets pour rendre compte des réalisations tout en rencontrant les associations et leurs partenaires sur le terrain.

Couvrant sept projets, la mission a mis en avant la diversité des actions et fait ressortir des enseignements communs. Une occasion aussi de mieux faire connaître l'AMP aux Services de Coopération et d'Action Culturelle, principaux interlocuteurs institutionnels des associations françaises à l'étranger.

Auberge de la communauté de la Moya (Ahuana - Équateur)

Grâce à l'auberge, une cinquantaine de foyers bénéficie aujourd'hui des retombées des services d'hébergement et restauration proposés aux touristes. Ils tirent de ce projet un complément de revenus ainsi qu'un moyen de partager et valoriser la culture Kichwa. Depuis août 2016, la communauté accueille chaque week-end plus d'une centaine de visiteurs grâce au passage du train touristique de Riobamba.

Reforestation durable en Equateur (Ishpingo)

Entre 2014 et 2015, 25 pépinières communautaires ont été mises en place. Plus de 45 000 plants de 49 espèces différentes ont été produits, contribuant à reboiser près de 18 ha. Des formations à l'agroforesterie et au développement durable ont aussi été dispensées auprès d'une centaine de familles afin de veiller à l'exploitation durable de la forêt. 300 familles sont aujourd'hui accompagnées par Ishpingo.

Préservation de la Biodiversité par la production et la commercialisation d'huiles essentielles biologiques à base de plantes amazoniennes (Arutam)

Ce projet visait à compléter les revenus d'une centaine d'agriculteurs via la transformation du curcuma et du gingembre en huiles essentielles et leur commercialisation à l'export. Les coûts de production se sont toutefois révélés trop importants pour atteindre le marché visé et la rémunération trop faible. D'un commun accord, acteurs et bénéficiaires se sont retirés du projet. L'association tire de cette expérience l'importance de bien sécuriser les débouchés en amont.

Vers une gestion intégrée de l'eau en Intag (À la source - Équateur)

Afin d'offrir une alternative écologique et économique à l'exploitation minière, des organisations locales ont choisi de mobiliser les ressources en eau de la vallée. Anticipant la construction de microcentrales hydroélectriques (captage au fil de l'eau), À la source a contribué en 2011 à un renforcement de compétences via des formations, un programme de surveillance des rivières et le montage d'un service technique. Aujourd'hui soutenues politiquement, elles sont en attente de financements pour la réalisation des premières centrales.

Reforestation communautaire et agroforesterie en Colombie / Protection et valorisation des ressources forestières dans les communautés d'Amazonie (Forestever - Colombie)

Entre 2014 et 2015, 20 000 arbres, en partie issus des pépinières communautaires créées par le projet, ont été plantés par plus de 50 familles de 3 communautés qui ont ainsi enrichi leurs parcelles. Les techniques sont assimilées et il faut désormais envisager la commercialisation. En 2017, Forestever a choisi d'impliquer la jeunesse grâce à des sensibilisations à l'environnement dans les écoles et la préservation des espèces surexploitées via la collecte de graines auprès d'arbres-mères.

Centre COMP'arte (Projeter Sans Frontières - Colombie)

Ce projet lancé au Printemps 2017 vise à monter un atelier textile dédié aux femmes au sein du Centre COMP'arte, situé au cœur d'un quartier marginalisé de Bogota et visant l'insertion socio-économique en contexte post-conflit. Les premiers résultats sont encourageants : 30 personnes suivent aujourd'hui la formation deux après-midi par semaine et les premiers sacs cousus sont vendus localement sous la marque « Olingo ».

Clara CHÉPEAU

Responsable de l'Observatoire à l'AMP.

Mission d'évaluation au Cameroun

Un cabinet externe a été mandaté pour évaluer six microprojets cofinancés par l'Agence des Micro Projets entre 2010 et 2016 au Nord du Cameroun, dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua, en zone rouge depuis 2013. Ulrich Waffo, du cabinet Overseer Advising Group, s'est ainsi rendu sur place en août 2017 pour rencontrer les partenaires et bénéficiaires de projets portés par quatre associations.

Des projets pertinents...

La mission a couplé l'évaluation à mi-parcours d'un projet d'adduction d'eau potable dans un village (Goutte à Goutte) visant à apprécier l'état d'avancement du projet, à l'évaluation finale d'un projet d'adduction d'eau courante au centre de santé intégré de Lokoti (Les Chemins de Lokoti), permettant de constater les premiers effets observés. Quatre évaluations ex-post, centrées sur la viabilité des projets, ont couvert un projet sur l'éducation (Coup de pouce aux écoliers d'Afrique) et trois projets de l'association Mil & Blé visant la sécurité alimentaire, via la mise en place de greniers communautaires ou « magasins améliorés » et des dispositifs anti érosion contribuant à préserver l'eau en saison sèche.

Les projets évalués répondent à des problématiques identifiées localement par les bénéficiaires et partenaires ou à la suite d'un diagnostic précis mené par le porteur de projet. Ceci garantit une appropriation plus forte au niveau local, renforcée par l'appui des autorités traditionnelles, religieuses et administratives concernées.



Un des deux forages mis en place dans le village de Tchontchi dans le cadre du projet de l'association Goutte à Goutte. © U. Waffo

...qui valorisent les compétences locales et participent au renforcement des structures partenaires

Malgré un faible apport financier, le ciblage des investissements permet une bonne efficacité des projets. En privilégiant la contractualisation d'entrepreneurs locaux, les projets sont parvenus à réduire les coûts de mise en œuvre, malgré un contexte général propice à l'inflation, tout en contribuant à la consolidation des compétences sur le terrain. Des résultats concrets sont visibles. Ainsi la construction de latrines au sein de l'école publique de Guili et l'apport de matériel a permis d'améliorer considérablement la fréquentation et les conditions de travail pour les élèves et les enseignants. Le Centre de Santé Intégré de Lokoti est aujourd'hui doté d'un système d'adduction d'eau fonctionnel permettant d'améliorer le niveau de soins apportés à la population ainsi que les conditions d'exercice du personnel. Les habitants de Tchontchi ont désormais accès à une eau potable en qualité et quantité suffisante suite à la construction de deux forages.

À Tokombéré, dans l'Extrême Nord, la construction de greniers communautaires favorise la gestion des stocks en prévision des périodes de soudure grâce à la constitution de réserves de sécurité pendant les récoltes. Le partenaire « La Maison du Paysan » a gagné en notoriété et en crédibilité suite à l'écho des interventions menées auprès des populations et des autorités locales. En plus de l'expertise développée, elle est aujourd'hui sollicitée pour des formations et de l'appui-conseil dans les projets de développement rural de la localité.

Une pérennité qui reste à consolider

Dans ces projets à but social, la viabilité financière n'est pas toujours bien prise en compte, faute de ressources disponibles au niveau des usagers, alors qu'elle doit permettre d'assurer l'entretien et le renouvellement des infrastructures ainsi que la rémunération des ressources humaines. L'accompagnement renforcé des comités de gestion et le rôle des comités de développement local sont alors des clefs de consolidation afin d'assurer la collecte d'une contribution adaptée aux ressources locales et permettre la durabilité de ces investissements.

Clara CHÉPEAU

Responsable de l'Observatoire à l'AMP.

www.agencemicroprojets.org/observatoire/

Un premier documentaire sur les microprojets

L'Agence des Micro Projets, via Thierry Barbaut, a souhaité mettre en avant dans ce documentaire six microprojets au Togo sur différentes thématiques : l'eau, la santé, l'éducation, l'agriculture ou encore les énergies renouvelables.

Aller à la rencontre des acteurs et bénéficiaires au niveau local fait partie de l'ADN de l'AMP qui complète ainsi toute son implication dans le cycle de vie d'un projet. Nous intervenons ainsi de l'accompagnement en amont du dépôt de dossier, puis sur son financement et enfin son suivi/évaluation sur le terrain. Pour la première fois, ce suivi a été complété par un documentaire afin de donner davantage de visibilité aux acteurs locaux.

Ce documentaire d'une vingtaine de minutes expose différents contextes locaux et différents microprojets qui agissent directement sur la vie quotidienne de dizaines voire de centaines de personnes. Les microprojets sont des petites initiatives à fort levier que l'Agence des Micro Projets soutient depuis près de trente cinq ans.

© Th. Barbaut



Ce film disponible librement en ligne permet aussi de comprendre ce que sont des projets portés par l'AMP. Il peut donner des idées aux associations françaises ou locales sur comment déployer des activités génératrices de revenus dans un projet d'éducation ou comment adapter les énergies renouvelables dans le domaine de la santé.

Un nouveau documentaire est en préparation pour l'année 2018.

Thierry BARBAUT

Responsable numérique et communication.

Découvrez ce documentaire à l'adresse :

[www.agencemicroprojets.org/
documentaire-microprojets](http://www.agencemicroprojets.org/documentaire-microprojets)



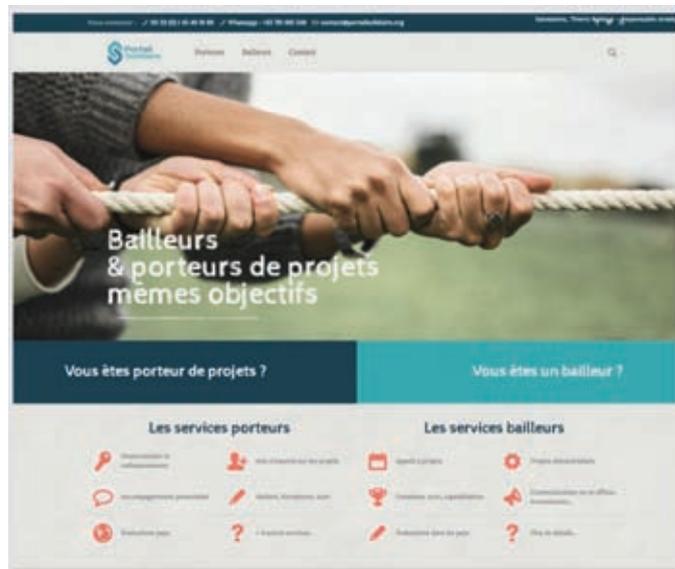
Lancement du Portail Solidaire

Un bailleur numérique

Avec le développement du numérique nous sommes désormais de plus en plus nombreux à être connectés. C'est dans le cadre des stratégies de développement que La Guilde avec son expertise interne est à l'initiative du lancement du Portail Solidaire. Son objectif : être ouvert au bailleur numérique et aux porteurs de projets, à la portée de tous.

Sur ce portail collaboratif, les acteurs privés et publics se rejoignent dans l'aide au développement avec différents services :

- **Pour les porteurs :** financements, dépôt de dossier en ligne, réseau d'instructeurs thématiques, données, accompagnement, réseaux sociaux, cycle de vie projet, cartographie et filtres de tri avec exports des données.
- **Pour les bailleurs :** il sera désormais possible de sélectionner des projets avec des critères thématiques ou géographiques et ainsi de les soutenir sur une session ou de créer son propre appel à projets thématique !



© www.portailsolidaire.org

Le Portail Solidaire permet également de fédérer un réseau d'experts sur des thématiques de l'aide au développement et ce quelque soit leur lieu de résidence. En ligne et de manière collaborative tous peuvent instruire, participer, comprendre et capitaliser. Il ouvre également des perspectives de capitalisation de données comme les indicateurs de réussite des projets. Des filtres permettent de choisir par thématiques, zones géographiques ou taille des projets.

www.portailsolidaire.org

FOCUS

BAILLEUR NUMÉRIQUE

- #innovation
- #projets
- #développement
- #numérique

Aventure Bulletin d'abonnement

à retourner à : La Guilde - 7, rue de Pasquier - 75008 Paris
(règlement par chèque à l'ordre de La Guilde)

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Tél. : E-mail :

S'abonne à la revue AVENTURE (4 numéros) 12 euros (tarif France)
 16 euros (tarif étranger)

Joint son règlement de euros à l'ordre de La Guilde. Date :

La Guilde - 7, rue Pasquier 75008 Paris - Tél. : 01 43 26 97 52 - aventure@la-guilde.org - www.la-guilde.org

Vous partez sur le terrain ?



Alors n'oubliez pas l'essentiel,
une protection sociale pour expatrié
au 01 49 64 10 87

Partez en toute liberté et confiez votre plan de protection sociale
à un vrai professionnel !

VERSPIEREN vous propose une protection sociale adaptée aux besoins de vos salariés expatriés
et volontaires à l'international.

Bon vent !

VERSPIEREN
Direction des assurances de personnes
8, avenue du Stade de France - 93210 Saint-Denis

L'AGENCE DES MICRO PROJETS

incubateur d'initiatives solidaires



Agence des Micro Projets

Le centre ressource national des microprojets

- Accompagnement et formation
- Accès aux financements
- Centre d'expertise
- Observatoire

www.agencemicroprojets.org



Microprojets.org

La plateforme de financement participatif des microprojets pour le grand public et les entreprises.

www.microprojets.org



Portail Solidaire

Incubateur de financements solidaires

- Demandes de financements en ligne
- Fonds solidaires
- Accès bailleur
- Services aux porteurs de projets

www.portailsolidaire.org

L'Agence des Micro Projets est un programme de La Guilde Européenne du Raid (association reconnue d'utilité publique) soutenu par l'Agence Française de Développement.



Agence des Micro Projets

7 rue Pasquier, 75008 Paris

Tél. : 01 45 49 03 65 - contact@agencemicroprojets.org

